DROITS DE PROPRIETÉ ET ARTISANAT MINIER (USAID DPAM)

Plan d'Action Genre

MARS 2019

Cette publication est soumise pour revue par
l'Agence des Etats Unis pour le Développement International - USAID
Préparé par Tetra Tech.

Cette publication a été préparée par Tétra Tech pour revue de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), à travers le contrat USAID No. 7200AA18D00003 / 7200AA18C00087, sous le Contrat Indefinite Delivery Indefinite Quantity (IDIQ), Strengthening Tenure and Resource Rights (STARR) II.

Ce document a été preparé par Sabine Jiekak, Consultante Genre et Développement Rural pour:
Tetra Tech
159 Bank Street, Suite 300
Burlington, Vermont 05401 USA
Telephone: (802) 495-0282
Fax: (802) 658-4247
E-Mail: international.development@tetratech.com

Tetra Tech Contacts:
Mark Freudenberger, Project Manager
Email: Mark.Freudenberger@tetratech.com

Laura Gallup, Deputy Project Manager
Email: Laura.Gallup@tetratech.com

Cover Photos: Activités MARP à Somica, Meyer and Ganli Villages. Sabine Jiekak, Tetra Tech.

DROITS DE PROPRIETÉ ET ARTISANAT MINIER

PLAN D'ACTION GENRE

Avril 2019

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions de l'auteur exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Agence américaine pour le Développement international ou ceux du Gouvernement des États-Unis.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES iv
ACRONYMES & ABBRÉVIATIONS 7
SOMMAIRE EXECUTIF 8
Objectifs 8
Théorie du changement 8
Principes du pland d'action pour le gender 9
Structure du rapport 9
EXECUTIVE SUMMARY 10
Objectives 10
Theory of change 10
Principles for gender action plan 11
Organization of Report 11
1.0 INTRODUCTION 12
1.1 Contexte 12
1.2 Objectifs 12
1.3 Méthodologie d'élaboration et approche du Plan d'Action Gendre 13
1.4 Théorie du changement et principes de base 14
1.5 Organisation du Plan d'Action Genre 15
2.0 PRINCIPALES CONCLUSIONS DES ANALYSES GENRE PAR RESULTAT INTERMEDIAIRE ET RECOMMANDATIONS D'ACTIONS 17
2. 1.1 Analyse et suggestion dans les résultats intermédiaire de l'Objectif 1 : Aider le Gouvernement Centrafricain à améliorer la conformité aux exigences du PK pour promouvoir les activités économiques légales 17
RI 1.1: Améliorer le cadre juridique, politique et institutionnel pour la production de diamants sans conflit aux niveaux national et régional 17
RI 1.2: Étendre la formalisation des droits sur les terres et les ressources dans les communautés d'extraction artisanale de diamants 18
RI 1.3 : Sensibilisation aux exigences du processus de Kimberley, y compris à tous les points de la chaîne d'approvisionnement tels que les acteurs gouvernementaux, les acheteurs, les collecteurs, les chefs de chantier et les creuseurs 21
RI 1.4: Renforcement de la capacité de Gouvernement Centrafricain à gérer et à élargir efficacement les zones conformes du PK 25

2.1.2 Analyse et suggestions d'action dans les résultats intermédiaires de l'Objectif 2 : renforcer la résilience des communautés, la cohésion sociale et la capacité de gestion de conflits violents en RCA....26

RI 2.1 Soutenir le dialogue communautaire inclusif, en particulier entre les différents groupes religieux et ethniques, afin de résoudre les conflits concernant les terres et les ressources naturelles 26

RI 2.2: Promouvoir l'autonomisation sociale et économique des femmes dans les communautés ASM en vue d'une inclusion sociale et économique élargie 28

RI 2.3: Renforcer la coopération entre les Ministères et agences de Gouvernement Centrafricain et les autres parties prenantes sur la cohésion sociale et la conformité au Processus de Kimberley 31

2.1.3 Analyse et suggestions d'action dans les résultats intermédiaires de l'Objectif 3: Mieux faire connaître et comprendre les opportunités et les défis de la mise en place de chaînes d'approvisionnement en or responsables en RCA 32

RI 3.1: Rechercher et communiquer aux principales parties prenantes les recommandations relatives aux réformes politiques, juridique et institutionnelle aux niveaux national et régional..32

2.1.4 Analyse et suggestions d'action dans les résultats intermédiaires de l'Objectif 4: Améliorer la programmation de l'USAID grâce à une meilleure compréhension des liens entre l'ASM et les principaux problèmes de développement....33

RI 4.1: Aider les unités d'exploitation concernées de l'USAID à évaluer le lien entre ASM et les problèmes de développement 33

3.0 STRATEGIE POUR RENFORCER L'ACCES DES FEMMES AUX MOYENS DE PRODUCTIONS ET A LA DIVERSIFICATION DES SOURCES DE REVENUS....34

3.1 Renforcement des activités des femmes dans le secteur minier....34

Produit 1: Identification, formation et appui à la Structuration des femmes dans les communautés minières....34

Produit 2 : Facilitation de la participation des femmes artisanes minières dans les coopératives minières et les instances de prises de décisions nationales....35

3.2 Renforcement des Capacités productives des femmes pour la diversification des sources de revenus favorisée par la reprise des activités extractives....35

Produit 3: Renforcement de la production agricole et des initiatives de transformation et de conservation....35

Produit 4 : Etablissement des élevages à petite échelle....36

Produit 5: Autres initiatives d'entrepreneuriat possibles....36

3.3 AMELIORATION de la gouvernance locale par la participation des femmes 37

Produit 6: Structuration des femmes dans les communautés minières....37

Produit 7 : Renforcement des systèmes d'épargne des femmes....38

4.0 Mise en Oeuvre du Plan De Travail Genre 39

4.1 Procaines etapes....39

4.2 Suivi évaluation 39

Annexes 40

ANNEXE 1 : Gender Action Plan English Summary 40
Gender Analysis and main Recommendation of Actions per Intermediate Results. 41
Proposed women'S livelihood activities per USAID AMPR outcomes 47
Implementation, Monitoring and Evaluation 48
ANNEXE 2 : Références 50
ANNEXE 3 : exemple de la pratique de l'Analyse genre par Résultat intermédiaire du projet DPAM – Objectif 2, Résultat Internédiaire 2.2 51

ACRONYMES & ABBRÉVIATIONS

AFESMICA	Association des Femmes Professionnelles du Secteur Minier de la Centrafrique
ALS	*Antenne Locale de Suivi* (du KP)
BM	Banque Mondiale
CLPR	*Comité Local de Paix et Réconciliation*
CLS	*Comité Local de Suivi* (du KP)
COP	Chief of Party
DPDDA I	Droits de Propriété et Développement du Diamant Artisanal
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRADD	Property Rights and Artisanal Diamond Development
RCA	République Centrafricaine
TdR	Terms of Reference
UE	Union Européenne
UNCMCA	*Union nationale des coopératives minières de Centrafrique*
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAF	Unité Spéciale Anti-Fraude
USAID DPAM	Droits de Propriété et Artisanat Minier
USAID	*United States Agency for International Development*
ZEA	Zone d'Exploitation Artisanale

SOMMAIRE EXECUTIF

Le projet Droits de Propriété et Artisanat Minier (DPAM) financé par l'USAID est un projet d'appui au développement de la République Centrafricaine (RCA) qui vise le renforcement de la gouvernance des ressources naturelles et des droits de propriété de tous dans les communautés minières, en particulier les femmes. Son objectif spécifique est de relever les défis de la gouvernance des terres et des ressources dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, à travers une approche multidisciplinaire et en incorporant des preuves et des outils appropriés et applicables. Le projet s'articule autour de quatre objectifs spécifiques : renforcer la conformité du gouvernement de la RCA au processus de Kimberley ; améliorer la résilience des communautés et promouvoir la cohésion sociale pour la résolution des conflits; élaborer une stratégie pour promouvoir une chaîne d'approvisionnement en or responsable; et soutenir une meilleure compréhension du secteur minier artisanal.

En RCA, l'exploitation minière artisanale est dominée par les hommes. On estime qu'environ 21% des artisans miniers sont des femmes et que 3% sont de ces femmes sont dans l'ouest du pays. Dans les villages cibles du projet DPAM dans les sous-préfectures de Carnot et de Nola, plusieurs femmes artisans miniers sont impliquées dans l'extraction de diamants et de l'or. Elles occupent des postes de chef de chantier, de creuseuses et laveuses de graviers, elles sont impliquées dans la vente d'aliments et la fourniture de services sur les sites. Selon les conclusions du diagnostic genre et les activités économiques réalisé en mars 2019 par le projet DPAM, la crise politique de 2013 a entraîné un affaiblissement des investissements dans le secteur de l'extraction artisanale de diamants, qui a touché particulièrement les femmes. Les baisses dans ce secteur se sont traduites par une réduction des possibilités d'emploi pour les femmes. À la suite de la crise, les inégalités entre les hommes et les femmes semblaient s'être creusées, les femmes ont perdu une autonomie acquise avec difficulté dans le secteur et à travers diverses activités économiques complémentaires.

OBJECTIFS

Le Plan d'Action Genre de l'USAID DPAM (PAG) est destiné à être utilisé comme un outil stratégique pour promouvoir l'autonomisation sociale et économique des femmes afin de leur garantir une large inclusion socio-économique dans les communautés minières artisanales. Le PAG vise à identifier les principales inégalités entre les hommes et les femmes dans les domaines d'intervention du projet, à examiner les possibilités d'intégrer les considérations de genre dans chaque résultat intermédiaire du projet et à proposer une gamme d'activités susceptibles de promouvoir l'autonomisation des femmes. Le PAG crée le cadre permettant à l'équipe du projet de répondre à trois questions principales :

1. Comment le projet peut-il garantir que la contribution des femmes est présente et efficace dans le secteur du diamant artisanal et dans les activités du projet USAID DPAM afin de créer une chaîne de valeur du diamant inclusive pour les hommes et les femmes ?
2. Quelles activités spécifiques pourraient permettre aux femmes d'accroître leur accès en toute sécurité à des ressources productives afin de diversifier leurs revenus, avec l'appui des hommes dans les communautés cibles du projet ?
3. Comment renforcer les compétences des femmes pour accroître leur participation active aux instances de décision des villages et des organisations locales telles que les coopératives minières et autres associations apparentées dans les communautés minières artisanales ?

THEORIE DU CHANGEMENT

Le PAG est guidé par une théorie du changement qui influence les principes guidant la mise en œuvre du projet USAID.

Si les contraintes auxquelles font face les femmes dans les villages miniers artisanaux sont réduites et si leur pouvoir économique est accru par une augmentation de leurs revenus, alors les femmes gagneront plus de respect dans leurs communautés et joueront un rôle plus important dans les processus de prise de décisions sur les questions liées à la gestion des conflits, au développement économique et à la réhabilitation des terres puisque les femmes cherchent à protéger et à défendre leurs intérêts économiques.

Cibler principalement les femmes dans les communautés patriarcales où les relations de pouvoir sociales et économiques sont généralement entre les mains des hommes nécessite une application stricte du principe de non-préjudice tout au long de la mise en œuvre du projet. Ce principe exige que les actions du projet USAID AMPR n'exposent pas les femmes vivant dans des contextes fragiles à des risques plus élevés que ceux auxquels elles seraient confrontées sans ces interventions.

PRINCIPES DU PLAND D'ACTION POUR LE GENDER

Le projet USAID DPAM ne doit pas exposer les femmes vivant dans des contextes fragiles post-crise à des risques d'inégalités plus grands que ceux auxquels elles seraient confrontées sans ces activités. Les principes clés qui guident le Plan d'action pour l'égalité de genre sont les suivants :

- Le PAG n'est ni un projet individuel ni un élément externe du projet USAID DPAM. Il complète les activités du projet car il fournit des indications pour l'exécution des activités prévues tout en tenant compte de la dynamique hommes-femmes.
- Tous les éléments programmatiques du projet USAID DPAM doivent viser des résultats équitables pour les femmes et les hommes des communautés cibles et dans les politiques nationales du secteur minier, en tenant compte des dynamiques et particularités socioculturelles.
- Le projet USAID DAPM doit initier une collaboration étroite avec les parties prenantes nationales et locales travaillant sur les questions minières afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Les expériences devraient être largement partagées afin de renforcer les campagnes de sensibilisation aux niveaux national et local.

Le Principe Do-No-Harm

En tant que principe éthique, le Do-no-Harm s'applique également aux relations entre les femmes et hommes. Ce principe signifie que les actions prises dans un contexte particulier pendant le projet ne sont pas neutres. Les actions du projet affecteront les relations sociales dans ce contexte, pour le meilleur ou pour le pire. Dans les contextes où la situation des femmes et leur inclusion sociale sont fragiles, le personnel du projet est tenu de prêter attention à ces dynamiques afin de ne pas les exacerber involontairement.

STRUCTURE DU RAPPORT

Après l'introduction du PAG, la section 2 examine les principales conclusions des analyses genre de chaque résultat intermédiaire du projet et du diagnostic économique des activités des femmes dans les zones d'intervention du projet USAID DPAM à Carnot et Nola. Le PAG recommande des approches et actions pour intégrer le genre dans les différentes activités.

La section 3 propose des activités spécifiques pour les femmes. Cette section décrit les approches et les activités spécifiques pour renforcer le rôle des femmes dans le secteur artisanal minier tout en renforçant leur inclusion sociale. Des propositions sont formulées pour accroître les activités économiques des femmes dans d'autres secteurs, tels que l'agriculture et l'entreprenariat, afin de tirer parti de la présence de l'artisanat minier, qui est un moteur économique dans ces régions.

La section 4 présente certains mécanismes pour suivre l'intégration du genre dans le projet et suggère des moyens pour renforcer les capacités d'analyse genre des équipes pour des évaluations périodiques de l'intégration du genre dans la mise en œuvre du projet USAID DPAM.

EXECUTIVE SUMMARY

The Artisanal Mining and Property Rights (USAID AMPR) project supports the USAID Land and Urban Office to improve land and resource governance and strengthen property rights for all members of society, especially women. Its specific purpose is to address land and resource governance challenges in the artisanal and small-scale mining (ASM) sector, using a multidisciplinary approach and incorporating appropriate and applicable evidence and tools. The project is organized around four specific objectives: strengthening compliance of the Government of the Central African Republic (CAR) with the Kimberley Process; improving the resilience of communities and promoting social cohesion for conflict resolution; developing a strategy to promote a responsible gold supply chain; and supporting improved understanding of the artisanal mining sector.

In the CAR artisanal mining is dominated by men. Approximately 21% of artisanal miners in the country are estimated to be women, and 3% of the miners are women in western CAR. In the villages where AMPR will carry out activities in the sub-prefectures of Carnot and Nola, there are several women artisanal miners involved in both diamond and gold mining. Women in these communities are site managers, diggers, stone washers. According to the findings of the AMPR gender and economic activities diagnosis carried out in March, 2019 the 2013 political crisis led to a weakening of investments in the artisanal diamond mining sector, which affected particularly women. Declines in the artisanal mining sector translated to reductions of employment opportunities for women involved in transporting and washing gravel or selling food and services to miners. As a result of the crisis, inequalities seemed to have grown between men and women. Women lost previously hard-earned autonomy in the sector and through ancillary economic activities.

OBJECTIVES

The USAID AMPR Gender Action Plan (PAG) is intended to be used as a strategic tool to promote the social and economic empowerment of women to ensure broad social and economic inclusion of women in artisanal mining communities. The Action Plan is intended to identify the main inequalities between men and women in the project intervention areas, examine opportunities for integrating gender considerations into each intermediate outcome of the project, and propose a range of activities to promote women's empowerment. The PAG creates the framework for the project team to answer three main questions:

1. How can the project ensure that women's contribution is effective and reflected in the artisanal diamond sector and USAID AMPR project activities in order to create an inclusive diamond value chain for men and women?
2. What specific activities could enable women to increase access and security to productive assets for income diversification, with the support of men in the target communities of the project?
3. How can women's skills be strengthened to increase their active participation in decision-making bodies of villages and local organizations such as mining cooperatives and other related associations in artisanal mining communities?

THEORY OF CHANGE

The Gender Action Plan is guided by a theory of change which influences the principles guiding implementation of the USAID project.

If the constraints faced by women in artisanal mining villages are reduced and their economic power improved through increased incomes, then women will gain more respect in their communities, and will play a greater role

in decision-making and hence in community decisions on conflict management, economic development and land rehabilitation as women seek to protect and defend their economic interests.

Targeting mainly women in patriarchal communities where social and economic power relations are generally in the hands of men requires a strict application of the principle of do-no-harm throughout project implementation. This principle requires that USAID AMPR project actions do not expose women living in fragile contexts to higher risks than they would face without these interventions.

PRINCIPLES FOR GENDER ACTION PLAN

The USAID AMPR project should not expose women living in fragile post-crisis contexts to greater risks of inequality between men and women than they would face without these activities. Key principles guiding the Gender Action Plan are the following:

- The Gender Action Plan is neither an individual project nor an external component of the USAID AMPR project. The plan complements project activities because it provides some guidance for the execution of planned activities.
- All programmatic elements of the USAID AMPR project should seek equitable outcomes for women and men in the target communities and in national policies on the mining sector, considering socio-cultural dynamics.
- The USAID AMPR project should initiate close collaboration with national and local stakeholders working on mining issues to promote women's economic empowerment. Experiences should be shared widely in order to strengthen advocacy messages at the national and local levels.

Do-No-Harm Principle

As an ethical principle, the Do-no-Harm applies to gender relations. This principle implies recognition that project actions taken in a particular context are not neutral. Project actions will affect social relations in this context, for better or for worse. In contexts where the situation of women and their social inclusion are fragile, project staff have an obligation to pay attention to these dynamics so as not to exacerbate them unintentionally.

ORGANIZATION OF REPORT

Following the introduction to the project, section 2 examines the main findings of the gender analyses of the various intermediate outcomes of the project, and economic diagnoses of women's activities in the USAID AMPR project intervention zones of Carnot and Nola. The Gender Action Plan makes recommendations for integrating gender dimensions into program activities.

Section 3 proposes specific activities for women by project objective. This section spells out women's specific approaches and activities to strengthen the role of women in the ASM mining sector while strengthening their social inclusion. Propositions are spelled out to increase the economic activities of women in other sectors, such as agriculture and entrepreneurship, in order to build on the presence of ASM mining, which is an economic engine in these areas.

Section 4 presents some mechanisms for monitoring gender mainstreaming in the project and suggests ways to build team capacity for periodic gender analysis and evaluation of Gender Action Plan implementation throughout the project cycle.

1.0 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE

Le projet Droits de Propriété et Artisanat Minier financé par l'USAID (USAID DPAM) est un projet d'appui au développement de la République Centrafricaine qui vise le renforcement des droits de propriété dans les communautés minières et de la gouvernance des ressources naturelles. Le projet USAID DPAM est organisé autour de quatre objectifs spécifiques : le renforcement de la conformité du Gouvernement centrafricain aux normes du Processus de Kimberley et l'OCDE en matière d'exploitation de l'or et du diamant, l'amélioration de la résilience des communautés, de la cohésion sociale pour la résolution des conflits, la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en or responsable et la facilitation d'une meilleure compréhension des liens entre artisanat minier et les questions principales de développement.

En République Centrafricaine, l'exploitation minière artisanale est dominée par les hommes, avec une estimation de 21% des femmes artisanes minières dans l'ensemble du pays, et 3% à l'Ouest[1]. Dans les villages de Carnot et Nola, il existe plusieurs femmes artisans miniers aussi bien dans le diamant que dans l'or, et elles effectuent quelques fois les mêmes tâches que les hommes : chefs de chantiers, creuseurs, laveurs de graviers. Selon les conclusions du diagnostic genre et activités économiques du projet USAID DPAM[2], la crise de 2013 a entrainé un affaiblissement des investissements dans le secteur artisanal minier du diamant qui a affecté plus les femmes ; celles-ci sont en majorité affectées à des tâches d'appui au secteur artisanal, comme le transport des graviers sur les sites, la fourniture de la nourriture et le petit commerce. Il en résulte une aggravation des inégalités entre hommes et femmes dans le secteur, une plus grande perte d'autonomie des femmes artisanes minières dans les activités minières et autres activités économiques connexes, et une faible prise en compte des points de vue, intentions et intérêts spécifiques des femmes dans les communautés minières artisanales.

L'introduction d'un projet d'appui aux communautés minières comme le projet USAID DPAM peut aussi amener un changement dans les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, avec un risque d'accroitre d'avantage la balance de pouvoir en la défaveur des femmes. C'est la raison pour laquelle le projet a élaboré ce Plan d'Action Genre (PAG), qui se veut une feuille de route pour accompagner les équipes à identifier et apporter des réponses aux inégalités de genre et renforcer le pouvoir économique des femmes dans les communautés de Carnot et Nola.

1.2 OBJECTIFS

Le Plan d'Action Genre du projet USAID DPAM se veut un outil stratégique pour promouvoir le renforcement social et économique des femmes pour assurer une vaste inclusion sociale et économique des femmes dans les communautés artisanales minières où intervient le projet USAID DPAM. Il vise à identifier les principales inégalités entre hommes et femmes dans les zones d'intervention, examiner les opportunités d'intégration des considérations de genre dans chaque résultat intermédiaire du projet, et proposer quelques activités spécifiques pour promouvoir l'autonomisation des femmes. Le PAG oriente les équipes du projet à répondre à trois principales questions :

[1] Selon l'analyse faite dans le rapport UNICEF-PNUD de Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique, Levin Sources, Octobre 2018.
[2] Voir Rapport du diagnostic genre et activités économiques dans les villages de Carnot et Nola, Projet USAID-DPAM, Avril 2019.

- Comment assurer que la contribution des femmes est effective et prise en compte dans le secteur du diamant artisanal et les activités du projet USAID DPAM de manière à créer une chaine de valeur du diamant inclusive pour les hommes et les femmes ?
- Quelles activités spécifiques peuvent permettre aux femmes d'accroitre l'accès et la sécurité aux moyens de productions pour la diversification des revenus, et ce avec l'appui des hommes dans les communautés cibles du projet?
- Comment renforcer les compétences des femmes pour accroitre leur participation active dans les instances de prises de décision des villages et des organisations locales comme les coopératives minières et autres associations connexes dans les communautés minières artisanales ?

1.3 METHODOLOGIE D'ELABORATION ET APPROCHE DU PLAN D'ACTION GENDRE

Le Plan d'Action Genre a été élaboré principalement sur la base d'une revue documentaire, des interviews des acteurs clés, des conclusions d'un diagnostic rapide des dynamiques de genre et des potentiels économiques disponibles pour les femmes dans les communautés minières et d'une analyse conduite avec les équipes du projet USAID DPAM.

Trois principaux types de documents ont été passés en revue : les documents sur le profil genre de la RCA élaborés entre 2011 et 2012 par la Banque Africaine de Développement (BAD)[3] et la Banque Mondiale (BM)[4], qui permettent d'avoir un aperçu de la situation des femmes dans le secteur minier en comparaison à la situation des femmes en général dans les autres secteurs au niveau national ; les études menées par le projet DPDDA I financé par l'USAID entre 2007 et 2012[5] qui donnent un état des lieux de la situation des femmes et l'égalité de genre dans quelques-unes des communautés minières artisanales de diamant avant la période de crise de 2013 ainsi qu'un aperçu des activités qui ont été menées avec différentes organisations de femmes ; des diagnostics plus récents par la BM[6], le PNUD et l'UNICEF[7] dans les communautés minières de Carnot, Berbérati et Nola qui montrent que les femmes manifestent une volonté certaine de continuer à s'investir plus activement dans le secteur artisanal minier, au-delà des rôles actuelles qui leurs sont assignées pour la plupart, bien qu'elles soient reléguées aux rôles les moins rentables comme fourniture de services – cuisine, construction et entretien des camps miniers, vente de carburant – et dans les étapes de transformation de l'or – concassage, broyage, amalgame.

Plusieurs entretiens semi-structurés ont été menés à Bangui dans la période du 18 au 26 février avec les structures gouvernementales en charge des questions minières et de genre, ainsi que l'association des femmes du secteur minier (voir liste des personnes clés interviewés en annexe) pour assurer que les questions d'intégration du genre du projet USAID DPAM s'alignait dans les réflexions stratégiques au niveau national et sectoriel, et ainsi identifier dans quelle mesure les actions du projet pourraient

[3] Banque Africaine de Développement (Novembre 2011), « Profil genre de la République Centrafricaine. »

[4] Banque Mondiale (Juillet 2012), « Etude diagnostique sur la situation du genre en République Centrafricaine. »

[5] Hantanirina Pulchérie, « Impacts de l'exploitation artisanale de diamant sur les moyens d'existence des femmes et sur l'environnement dans les zones pilotes de Ngotto, Bossoui et Boulaye II. Projet Droits de propriété et Développement du Diamant Artisanal- ARD, » Novembre 2008.

[6] Banque Mondiale , "A Gendered Assessment of the Impact of the Conflict on the Artisanal Diamond Mining in the Central African Republic: Case Study of Nola, Carnot and Berberati," Mars 2018.

[7] Levin Sources , « Diagnostic de l'exploitation minière et perspective de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique » , l'UNICEF et le PNUD (Octobre 2018).

contribuer à nourrir la réflexion nationale. Une consultation spécifique a été menée avec la Banque Mondiale qui prépare un projet visant les femmes dans le secteur minier artisanal en Centrafrique.

Le diagnostic rapide des dynamiques de genre et des potentiels économiques disponibles pour les femmes dans les communautés minières a été conduit dans 3 villages autour de Carnot du 2 au 8 mars 2019 (Meyer, Ganli et Somica), et dans 7 villages autour de Nola du 09 au 22 avril 2019 (Ngoungourou 1 et 2, Ndelengué SCED, Beya, Bilolo-Adoumandjali, Ziendi 1, 2, 3, Salo, et Loppo). Les informations ont été collectées et analysées avec les villages à travers divers outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP)[8]. Orienté vers l'analyse des activités économiques actuelles et potentielles des femmes dans les zones d'exploitations minières, le diagnostic a permis de : identifier les activités économiques actuelles et potentielles des femmes les secteurs miniers et connexes ainsi que celles les plus prometteuses pouvant contribuer au développement des chaines de valeur ; déterminer l'usage des revenus provenant des activités des femmes liées à l'économie artisanale minière par rapport aux décisions des hommes ; identifier les niveaux et modalités d'accès des femmes aux moyens de production (terres, intrants, appui technique et ressources financières) et les causes des disparités pour l'accès aux moyens de production en zone minière entre les hommes et les femmes (financières, culturelles).

Encadré 1: Examples de questions d'analyse pour le diagnostic

Quelles sont les secteurs d'activité des femmes dans les communautés ? (uniquement et/ou avec des hommes)
Comment est faite la répartition du travail dans les différents secteurs- mines, agricultures, commerce, autres ?
Qui détermine l'usage des revenus provenant des activités minières artisanales et autres activités ?
Quelles sont les types et règles d'accès aux terres selon les activités à mener par les femmes ? (agriculture, mines, autres ?)
Quels sont les secteurs / activités contrôlées entièrement par les femmes/ ou les hommes ou les deux ?
Quels sont les secteurs /activités dans lesquelles les femmes sont exclues ?
Participation des femmes aux organisations de gestion du village ?
Contraintes rencontrées par les hommes et les femmes pour la participation des femmes ?

Au terme d'une courte formation sur l'intégration du genre dans le cycle de projet USAID DPAM ont conduit une analyse genre selon le cadre d'analyse de Harvard[9] et la Matrice d'analyse comparative entre les genres. Ces outils ont permis aux différents coordonnateurs des Objectifs et aux mobilisateurs communautaires de répondre aux questions suivantes : quels sont les rôles et contraintes potentiels des femmes dans chaque résultat intermédiaire au niveau des pratiques et de la participation, de l'accès et du contrôle des ressources, des croyances et perceptions, des lois, politiques et institutions ? Quelles sont les activités économiques les plus prometteuses pour les femmes à mener dans les zones d'intervention du projet DPAM ? Quelles sont les cibles principales ? Quelle est le meilleur mode d'organisation de ces cibles ? Quels sont les besoins et actions immédiates pour la réalisation de ces activités ? Quels sont les risques ?

Ces analyses ont permis de définir une approche à deux voies, l'intégration des aspects liés au genre dans chaque résultat intermédiaire et des actions spécifiques en l'égard des femmes pour leur permettre de créer des chaines de valeurs avec l'appui des hommes et de participer au processus décisionnel pour l'ensemble des questions liées au projet USAID DPAM.

1.4 THEORIE DU CHANGEMENT ET PRINCIPES DE BASE

Si les contraintes auxquelles font face les femmes dans les villages d'exploitation artisanale minière sont réduites et leur pouvoir économique amélioré par l'augmentation des revenus, alors les femmes gagneront plus de respect dans leurs communautés, et joueront un rôle plus important dans la prise de décisions communautaire sur les

[8] Voir Rapport du diagnostic genre et activités économiques dans les villages de Carnot et Nola, Projet USAID-DPAM, Avril 2019.
[9] Voir en Annexe un exemple de l'analyse genre menée par les équipes du projet USAID-DPAM au terme de la formation.

questions de gestion des conflits, de développement économique et de réhabilitation des terres en raison de la nécessité de protéger et de défendre leurs intérêts économiques.

Cibler principalement des femmes dans des communautés patriarcales où les relations de pouvoir social et économique sont en général dans les mains des hommes nécessite une application stricte du principe ne pas nuire[10] tout au long de la mise en œuvre des activités. Ce principe exige que les actions du projet USAID DPAM n'exposent pas les femmes qui vivent dans des contextes fragiles à des risques plus élevés que ceux auxquels ils seraient confrontés sans ces interventions. Quelques considérations pour appliquer ce processus dans le cadre du présent Plan d'Action Genre:

- Le projet USAID DPAM ne doit pas exposer les femmes qui vivent dans des contextes post-crise encore fragiles à des risques d'inégalité entre les hommes et les femmes plus élevés que ceux auxquels ils seraient confrontés sans ces activités.
- Le Plan d'Action Genre n'est ni un projet individuel ni une composante externe du projet USAID DPAM à l'égard des femmes. Il est un complément aux objectifs du projet parce qu'il apporte quelques orientations à l'exécution des activités prévues.
- Tous les éléments programmatiques du projet USAID DPAM doivent rechercher des résultats équitables pour les hommes et les femmes dans les communautés cibles et dans les politiques nationales sur le secteur minier, en considérant les dynamiques socio-culturelles.
- Le projet USAID DPAM doit initier une collaboration étroite avec les parties prenantes nationales et locales travaillant sur les questions minières et / ou d'autonomisation économique des femmes pour partager les expériences et renforcer les messages de plaidoyer à considérer par les instances techniques et les politiques minières au niveau national et local.

Encadré 2: Le principe Do No Harm Appliqué au Genre

En tant que principe éthique, le principe Ne pas nuire s'applique au genre comme il s'applique au conflit. Ce principe signifie reconnaitre que les actions que nous prenons dans un contexte particulier ne sont pas neutres. Nos actions affecteront les relations sociales dans ce contexte, pour le mieux ou pas. Dans les contextes où la situation des femmes et leur inclusion sociale sont fragiles, nous avons une obligation de faire attention à ces dynamiques pour ne pas les exacerber de façon non intentionnelle.

1.5 ORGANISATION DU PLAN D'ACTION GENRE

La section 2 de ce document examine les principales conclusions des analyses genre des différents résultats intermédiaires du projet, et des diagnostics économiques des activités des femmes dans les zones d'intervention du projet USAID DPAM à Carnot et Nola, et des recommandations d'actions pour intégrer les dimensions de genre dans les activités prévues.

La section 3 propose des activités spécifiques des femmes par volet d'intervention- activités minières spécifiques des femmes et approches pour renforcer le rôle des femmes dans le secteur tout en renforçant leur inclusion sociale, les activités économiques dans d'autres secteurs comme l'agriculture et l'entreprenariat pour tirer profit du moteur économique qu'est l'exploitation minière, et les actions pour renforcer la gouvernance et le pouvoir des femmes dans les processus de prise de décision; ces activités sont à exécuter dans les zones d'intervention du projet, avec une répercussion sur le plan national.

[10] Garred, Michelle, Charlotte Booth and Kiely Barnard-Webster with major contributions from Nicole Goddard, Ola Saleh, Muzhda Azeez and Katarina Carlberg. "Do No Harm & Gender." Guidance Note. Cambridge, MA: CDA Collaborative Learning Projects, 2018.

La section 4 présente quelques mécanismes pour assurer le suivi de l'intégration du genre dans le projet et contribuer à renforcer les capacités des équipes dans les analyses et évaluations périodique de l'intégration du genre de la mise en œuvre du PAG tout au long de l'exécution du projet.

2.0 PRINCIPALES CONCLUSIONS DES ANALYSES GENRE PAR RESULTAT INTERMEDIAIRE ET RECOMMANDATIONS D'ACTIONS

2. 1.1 ANALYSE ET SUGGESTION DANS LES RESULTATS INTERMEDIAIRE DE L'OBJECTIF 1 : AIDER LE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN A AMELIORER LA CONFORMITE AUX EXIGENCES DU PK POUR PROMOUVOIR LES ACTIVITES ECONOMIQUES LEGALES

RI 1.1: AMELIORER LE CADRE JURIDIQUE, POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL POUR LA PRODUCTION DE DIAMANTS SANS CONFLIT AUX NIVEAUX NATIONAL ET REGIONAL

Au regard des activités de ce résultat, l'analyse ne peut se porter que sur les femmes dans les institutions centrales en charge des activités liées à l'artisanat minier

Table 1: Analyse genre du Résultat Intermédiaire 1.1- Considérations de genre dans le secteur artisanal minier de l'or et du diamant

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les institutions en charge des mines	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
Pratique, Pouvoirs et participation	Présence d'une femme Vice-présidente du Comité de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles Une femme secrétaire adjointe au processus de Kimberly	Présence de femmes ayant les compétences et le pouvoir pour intégrer les questions transversales liées aux femmes au sein du Ministère des Mines qui pourra être active au sein de la plate-forme internationale avec la RDC, la RCA et le Cameroun	Peu de connaissances réelles des réalités des femmes su niveau des villages d'exploitation artisanales de l'or et du diamant, difficultés à formuler des recommandations pertinentes
Lois, Politiques et Institutions	Beaucoup de femmes dans les services techniques des mines au niveau central à Bangui (e.g. Chef de Cadastre,).	Présence des compétences techniques et de la sensibilité pour introduire les questions générales liées aux femmes dans les discussions sur les réformes du code minier et du Ministère des mines	

Recommandations d'actions pour appuyer la prise en compte des questions de genre au niveau de prise de décision national et régional

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 1.1du projet DPAM	Actions/ questions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 1.1.1. Renforcer la coordination régionale pour mettre fin aux exportations illicites de minerais.	Assurer un mécanisme d'échange des femmes des secteurs du diamant et de l'or avec les services et directions locales des Mines et le projet DPAM, ainsi qu'avec le réseau des femmes dans le secteur minier à Bangui pour faciliter la prise en compte des questions concernant aussi bien les femmes que les hommes dans l'exploitation artisanale dans les discussions sur la réforme du code minier et du Ministère des Mines Partager les informations et documents du projet liés aux femmes aux responsables techniques au Ministère des Mines pouvant informer leurs propositions dans les échanges sur les réformes prévues. Renforcer les compétences du Coordonnateur des Objectifs 1 et 3 dans l'analyse transversale des questions de genre dans l'exploitation minière	Coordinateur des Objectifs 1et 3 en collaboration avec les Direction et services des Mines,
Activité 1.1.2. Soutenir les réformes internes du MMG.		
Activité 1.1.3. Intégrer les considérations ASM (petite mine) dans le code minier.		

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les considérations de genre

Présence de rôle modèle féminin dans les instances de prises de décision au niveau central, veille à l'intégration des questions de genre comme transversale dans les échanges nationaux sur les chaines de valeur du diamant et dans une certaine mesure de l'or.

RI 1.2: ÉTENDRE LA FORMALISATION DES DROITS SUR LES TERRES ET LES RESSOURCES DANS LES COMMUNAUTES D'EXTRACTION ARTISANALE DE DIAMANTS

Table 2 : Analyse genre du Résultat Intermédiaire 2- Considérations de genre sur les terres et autres ressources dans les communautés artisanales minières

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les communautés minières	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
Pratique, Pouvoirs et participation	Femmes propriétaires terriennes au même titre que les hommes à Carnot et Nola	3 formes d'accès aux terres pour les femmes comme pour les hommes : défrichage des terres libres, héritage d'un parent ou d'un conjoint –	La gestion des parcelles minières est confiées aux hommes dans la plupart des cas, même si ce sont les femmes qui sont chefs de chantiers ; peu de

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les communautés minières	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
	Présence des femmes sur les sites d'exploitation du diamant à Carnot et Nola. Femmes plus impliquées dans les activités d'appui à l'exploitation du diamant comme la fourniture de la nourriture aux hommes sur les sites, et dans quelques cas le transport du gravier du lieu de creusage au lieu de lavage.	présence des enfants jeunes, achat l'exploitant connu. Prix des terres connus, facilitant les possibilité d'acquisition pour les femmes : un hectare varie de 100.000 à 150.000 francs CFA (182 à 273 USD) dans la zone forestière en forêt, et de 50 000 à 100 000 francs CFA (91 à 182 USD) en savane.	pouvoir réel des femmes qui ne disposent pas de moyens financiers pour investir Les femmes mariées doivent obtenir l'autorisation préalable de leur mari pour acquérir ou exploiter une parcelle. Ce dernier fait toutes les démarches. Si pas mariées, responsabilité du père ou du frère dans plusieurs cas.
Connaissances, Croyances et Perceptions	Les femmes peuvent mener toutes les activités au même titre que les hommes par conséquent, elles peuvent accéder aux terres au même titre	Pas de tabous sur la propriété foncière des femmes dites locales	Faibles connaissances par les femmes des techniques et bonnes pratiques d'exploitation minières artisanales pouvant préserver les terres
Accès aux ressources	3 formes d'accès aux terres pour les femmes comme pour les hommes : défrichage des terres libres, héritage d'un parent ou d'un conjoint –présence des enfants jeunes, achat l'exploitant connu. La propriété des terres ou des parcelles sur lesquelles l'exploitation se déroule qualité de chef de chantier confère aux femmes d'office la qualité de chef de chantier, même si elles ne sont responsables de l'équipe d'ouvriers sur une parcelle. Plusieurs femmes chefs de chantiers à Carnot (6 femmes sur 9 rencontrées) et Nola (proportion plus importante).	L'exploitation minière fournit aux femmes un revenu additionnel à leurs activités commerciales et agricoles. Les femmes peuvent devenir chefs de chantiers du fait de la possession des terres et superviser l'exploitation minière sur leur parcelle si elles ont les moyens de payer les creuseurs et laveurs. Sécurisation relative des droits des femmes sur les parcelles minières achetées du fait de l'enregistrement des transactions sur les parcelles minières dans certains villages, ce qui sécurisent la propriété des femmes au niveau local	La propriété foncière est déclarative- toute personne homme ou femme peut se déclarer propriétaire au moment où l'exploitation commence. Dans le cas des femmes, en cas de trouvaille des minerais, des hommes peuvent se déclarer propriétaires selon l'adage qui dit que toutes les parcelles minières sont occupées. Difficile accès des femmes aux ressources financières extérieures pour exploiter les parcelles dont elles disposent.

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les communautés minières	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
Lois, Politiques et Institutions		Pas de discriminations législatives et institutionnelles sur la capacité des femmes à être propriétaires terriennes	Peu de connaissances des hommes et des femmes sur les textes sur la propriété foncière

Recommandations d'actions pour faciliter l'accès des femmes aux ressources foncières pour l'exploitation minière et aux revenus issus de cette exploitation au niveau du village

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 1.2 du projet DPAM	Actions /questions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 1.2.1. Évaluer le processus de formalisation foncière de PRADD I.	Lors de l'évaluation, intégrer des questions de recherche sur l'impact sur les femmes, comme : - Quels ont été les avantages des certificats obtenus pour les femmes artisanes minières ? - Quelles sont les modes d'accession au foncier pour les femmes ? - Avez-vous rencontrez des problèmes sur vos parcelles malgré la possession des certificats? Lesquels ? - Avez-vous la garantie de pouvoir disposer de cette parcelle ? - En cas de conflits liés sur ces parcelles, qui peut le régler dans la communauté ? - est-ce que la possession de ces parcelles vont ont permis d'être plus impliquer par les hommes de la communauté aux décisions sur les espaces du village ?	Consultant chargé de l'évaluation en coordination avec le Coordinateur Objectif 4 et le Ministère des Mines
Activité 1.2.2. Soutenir la formalisation des terres dans les communautés minières artisanales.	Développer un système participatif de cartographie incluant des femmes de la communauté, au côté des hommes et des jeunes aussi bien au niveau de la collecte des données (SIG et tarières participatifs) que dans les décisions pour l'utilisation des espaces cartographiés (contexte de planification).	Coordinateur Objectifs 1 et 3, mobilisateurs communautaires en collaboration avec les chefs service des mines et les points focaux PK

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 1.2 du projet DPAM	Actions /questions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
	Faciliter l'acquisition par les femmes des documents miniers comme mesure incitative pour l'exploitation des parcelles qu'elles détiennent. Intégrer la prise en compte des activités des femmes dans et autour des chantiers dans leurs activités de suivi dans la formation des membres des CLS et ALS ; Définition de 2 ou 3 indicateurs clés à collecter dans leurs rapports	
Activité 1.2.3. Système pilote de taxation des revenus des diamants pour le développement communautaire.	Intégrer des questions sur les priorités d'actions communautaire au bénéfice des femmes dans les options de planification de l'utilisation des revenus issus du système de taxation pilote des revenus du diamant dans les conventions locales pour assurer que ce système bénéficient à tous, hommes, femmes et jeunes	Coordinateur Objectifs 1 et 3 et Coordinateur Objectif 4,

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les femmes

- Reconnaissance formelle des droits de propriété des femmes sur les parcelles des chantiers dans les zones d'exploitation artisanales
- Participation effective des femmes avec les hommes et les jeunes dans la cartographie et l'enregistrement des ZEA (ZEA)
- Bénéfice direct pour les femmes au même titre que les hommes et les jeunes du système de taxation pilote des revenus du diamant

RI 1.3 : SENSIBILISATION AUX EXIGENCES DU PROCESSUS DE KIMBERLEY, Y COMPRIS A TOUS LES POINTS DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT TELS QUE LES ACTEURS GOUVERNEMENTAUX, LES ACHETEURS, LES COLLECTEURS, LES CHEFS DE CHANTIER ET LES CREUSEURS

Table 3 : Analyse genre du Résultat Intermédiaire 3- Considérations de genre dans les exigences liées au Processus de Kimberley

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans la chaine de valeur du diamant	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
Pratique, Pouvoirs et participation	Présence des femmes dans l'exploitation du diamant à Carnot et Nola.	Existence d'une Association des Femmes Professionnelles du Secteur Minier en	Les femmes ne disposent pas de réel pouvoir de contrôle sur les chantiers qui sont souvent

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans la chaine de valeur du diamant	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
	Quelques femmes exercent les mêmes tâches que les hommes (creusage, lavage de graviers), surtout dans les villages de Nola. Femmes plus impliquées dans les activités d'appui à l'exploitation du diamant comme la fourniture de la nourriture aux hommes sur les sites, et dans quelques cas le transport du gravier du lieu de creusage au lieu de lavage. Plusieurs femmes membres des coopératives minières[11], dont certaines avec des postes de responsabilités (conseillère, trésorière). Apport des femmes plus important dans les chantiers sur lit vif, nécessitant la construction de barrage, ou le transport de gravier pour les chantiers sur carrière.	Centrafrique (AFESMICA). Association en création (démarrage en 2018), qui se donne le mandat d'agir comme un réseau de toutes les femmes professionnelles du secteur, pour renforcer leurs capacités dans divers domaines techniques et améliorer leur participation aux instances nationales de prise de décision sur le secteur minier[12].	exploités par d'autres personnes soit des membres de la famille ou d'autres patrons (artisans locaux, collecteurs et autres) disposant d'un certains moyens financiers. Coopérative minière peu impliquées dans des activés de suivi et d'information pour les femmes depuis la fin de la crise de 2013, les coopératives de diamant n'ayant pas tenu de rencontre, elles essayent de se rencontrer de manière ponctuelle pour partager leurs expériences Peu de femmes dans les CLS et ALS
Connaissances, Croyances et Perceptions	Les femmes constituent une main d'œuvre non négligeable, l'exploitation minière leur fournit un revenu additionnel à leurs activités commerciales et agricoles.	Pas de tabous sur la présence des femmes sur les sites miniers. Relative bonne connaissance des documents nécessaires à l'activité minière, comme les cartes et les patentes.	Faibles connaissances par les femmes des techniques et bonnes pratiques d'exploitation minières artisanales pouvant préserver l'environnement Faible connaissance de la chaine de valeur du diamant. Perception de l'USAF comme d'une institution purement répressive et travaillant à extorquer les populations

[11] Les coopératives minières de Carnot auxquelles les femmes sont affiliées : Coopérative Nza'a, Coopérative Gamep Tonet Dea, Coopérative CODAMCAT, Coopérative Ndinga).
[12] L'association étant en creation, ses objectifs et mandats vont être définis avec precision dans le futur.

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans la chaine de valeur du diamant	Opportunités liées aux femmes ?	Contraintes liées aux femmes ?
			Peu de connaissances des dispositions du processus de Kimberley- une seule femme conseillère d'une coopérative a mentionné l'avoir entendu parlé du PK à Carnot
Accès aux ressources		Quelques femmes membres des coopératives peuvent obtenir des informations via les coopératives et servir de relais pour leurs communautés Bonne connaissance des points focaux des villages d'exploitation artisanale du diamant	Niveau d'éducation des femmes relativement bas, limitant leur accès aux documents écrits Pas de présence de l'électricité dans plusieurs villages miniers, limitant l'accès aux informations
Lois, Politiques et Institutions	Présence d'une femme adjointe au secrétaire permanent au processus de Kimberley et des femmes dans les équipes du projet USAID DPAM comme rôles modèles	Assez bonnes connaissances des documents et exigences pour l'ouverture et la gestion de site Bonne connaissance des services techniques locaux en charge des mines et du secteur artisanal au niveau des villages Attentes et aspirations des femmes par rapport à des institutions et règlementation du secteur minier relativement claires : matériel et techniques d'exploitation plus efficaces, formation sur les l'expertise du diamant, connaissance de la chaine de valeur du diamant (où le diamant va après l'achat, quels prix).	Faible relation avec les services techniques déconcentrés des mines Non existence d'un mécanisme d'information claire des artisans miniers (hommes et femmes) du niveau central sur les dispositions liées au code minier

Recommandations d'actions pour éliminer les contraintes de genre et appuyer les opportunités pour créer une chaine de valeur du diamant inclusive pour les hommes et les femmes

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 1.3 du projet DPAM	**Actions pouvant favoriser l'équité de genre**	**Responsable**
Activité 1.3.1. Effectuer des enquêtes CAP (Connaissances Aptitudes et Pratiques) dans les zones conformes et prioritaires.	Collecter des données quantitatives pour appuyer la législation et les institutions nationales à identifier les obstacles à la représentation et la protection des femmes dans le secteur artisanal minier ; des données les femmes chefs de chantier avec les patentes ou les femmes artisanes avec les cartes. Collecter les données qualitatives sur les défis et obstacles rencontrés par les femmes présentes dans le secteur du diamant et de l'or	Coordinateur suivi et évaluation avec l'appui du Directeur Technique Coordinateur Objectifs 1 et 3 et Coordinateur Objectif 4
Activité 1.3.2. Développer une stratégie de communication.	Mettre un accent sur l'éducation et l'information des femmes chefs de chantiers dans les zones d'exploitation autorisées des dispositions des lois et normes existantes du PK pour le diamant et dans le secteur de l'or lors des formations prévues Familiarisation des membres des Comités locaux et Antennes locales de Suivi du PK sur la prise en compte des informations relatives aux femmes (dans les chantiers, coopératives, etc) dans le secteur du diamant	Consultant Communication en collaboration avec les Coordonnateurs d'objectifs et les mobilisateurs communautaires
Activité 1.3.3. Introduire des incitations innovantes pour les propriétaires, les creuseurs, les collecteurs, les coopératives et les bureaux d'achat de diamants à se conformer au SCPK.	Assurer la participation des femmes dans les activités de sensibilisation sur le PK, en les menant sur et en dehors des chantiers miniers Cibler les femmes, hommes, jeunes et moins jeunes artisans miniers à travers un dialogue social dans les communautés d'extraction de diamants conformes aux exigences du PK à Nola t de Carnot Développer des outils visuels et oraux de sensibilisation permettant la compréhension d'un public peu lettré	Consultant Communication en collaboration avec les Coordonnateurs d'objectifs et les mobilisateurs communautaires

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les femmes

- Connaissance et la maîtrise par les femmes du secteur de la chaîne de valeur du diamant et des exigences des dispositions du Système de Certification du Processus de Kimberley
- Implication plus active des femmes artisanes minières et chefs de chantier dans les coopératives minières
- Possibilité de création d'un réseau de femmes du secteur minier avec des connaissances solides pouvant informer les autres artisans miniers femmes.

RI 1.4: RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN A GERER ET A ELARGIR EFFICACEMENT LES ZONES CONFORMES DU PK

Analyse genre, voir tableau 1.1, résultat intermédiaire 1.1

Recommandations d'actions pour éliminer les contraintes de genre et appuyer les opportunités pour créer une chaine de valeur du diamant inclusive pour les hommes et les femmes

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 4 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 1.4.1. Renforcer le Secrétariat permanent du processus de Kimberley.	Former les équipes en charge du PK (SPRPK, USAF, Ministère des Mines, Points focaux PK) aux questions/outils d'analyse de genre pour assurer la prise en compte des femmes et de l'impact des activités et normes sur les femmes dans les communautés minières	Coordinatrice des activités économiques des femmes avec l'appui Consultante Genre
Activité 1.4.2. Redynamiser le Groupe d'Amis de la RCA.	Aucune action spécifique requise	
Activité 1.4.3. Soutenir la Cellule de coordination des bailleurs MMG.	Aucune action spécifique requise	

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les femmes

Présence des données statistiques désagrégées sur les femmes dans le secteur artisanal minier du diamant

2.1.2 ANALYSE ET SUGGESTIONS D'ACTION DANS LES RESULTATS INTERMEDIAIRES DE L'OBJECTIF 2 : RENFORCER LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES, LA COHESION SOCIALE ET LA CAPACITE DE GESTION DE CONFLITS VIOLENTS EN RCA

RI 2.1 SOUTENIR LE DIALOGUE COMMUNAUTAIRE INCLUSIF, EN PARTICULIER ENTRE LES DIFFERENTS GROUPES RELIGIEUX ET ETHNIQUES, AFIN DE RESOUDRE LES CONFLITS CONCERNANT LES TERRES ET LES RESSOURCES NATURELLES

Table 4 : Analyse genre du Résultat Intermédiaire 2.1- Considérations de genre dans les instances en charge du dialogue communautaire et de la gestion des conflits

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les organes locaux de gestion des conflits	Opportunités liées aux femmes	Contraintes liées aux femmes
Pratique, Pouvoirs et participation	Présence des femmes dans les comités locaux de paix et de réconciliation CPLR Femmes membres des CPLR participent dans la gestion des conflits sur les limites de parcelles, les droits de propriétés Représentativité des femmes dans les instances décisionnelles ou organisationnelles, à l'échelle des communes, les femmes sont représentées au sein des délégations spéciales, structures politiques dirigeantes des mairies, chefs de villages ou de groupements de villages à Nola	Membres des CPLR et des ALS sont plus ou moins les mêmes, les femmes membres des CPLR peuvent influencer les ALS Présence des activités menées en associations entre les femmes chrétiennes et les femmes musulmanes Possibilité de renforcer les capacités des femmes membre des CLS pour un rôle plus actif dans les dialogues sociaux et l'élaboration des pactes locaux dans les communes de Balégo, Yamalé et Bania	Présence représentative, pas beaucoup de prise d'initiative des femmes
Connaissances, Croyances et Perceptions	Femmes	Les femmes ayant le pouvoir économique dans quasiment tous les villages sont les mêmes à avoir une considération sociale : participation active aux rencontres, prise de parole au milieu des assemblées d'hommes et de femmes, points de vue pris en compte.	Peu de connaissance des techniques de gestion des conflits Formes d'exclusion des femmes accusées de pratiques de sorcellerie très répandue dans les villages de Nola

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les organes locaux de gestion des conflits	Opportunités liées aux femmes	Contraintes liées aux femmes
Accès aux ressources	Voir analyse activité 1.2.3	Voir analyse activité 1.2.3	Voir analyse activité 1.2.3
Lois, Politiques et Institutions	Implication active du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation nationale par la directrice de la réconciliation nationale qui est une femme	Possibilité des femmes membres des CLPR et autres femmes des organisations villageoises à renforcer de participer à la définition des protocoles d'accord pour les pactes locaux et le dialogue social.	

Recommandations d'actions pour renforcer la participation des femmes dans les instances de gestions des conflits communautaires et de restauration d'une paix durable.

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 2.1 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 2.1.1. Évaluer les CLPR.		
Activité 2.1.2. Élargir la prise en charge des LPRC.	Mener des dialogues locaux ciblés avec les différents groupes sociaux-hommes, femmes, jeunes, retournés séparément, puis ensemble, en préparation du forum régional	Coordinateur Objectif 2, Responsable des activités terrain, mobilisateurs communautaires
Activité 2.1.3. Continuer les engagements de cohésion sociale dans les communautés d'extraction de diamants.	Assurer une véritable participation des femmes leaders et des jeunes aux formations sur la gestion de conflits et dans les dialogues communautaires, avec les autres membres de la communauté ou en groupe spécifique selon les cas. Adapter les critères de participation des femmes dans les CPLR pour une meilleure représentativité Impliquer les femmes dans la recherche des solutions aux conflits fonciers dans lesquelles elles sont parties prenantes ou ceux lesquelles leurs intérêts pourraient être en jeu. Sensibiliser les chefs et leaders hommes pour assurer la participation	Coordinateur Objectif 2, Responsable des activités terrain, mobilisateurs communautaires Collaboration avec les partenaires étatiques (Direction de la réconciliation nationale et Direction des affaires sociales) Collaboration avec les chefs de villages et leaders communautaires

	des femmes et des jeunes dans le processus de clarification des droits sur les parcelles des chantiers et autres parcelles Elaborer ou consolider les normes locales facilitant un accès large des femmes aux certificats fonciers	

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les femmes

- Prise en compte des considérations des différents groupes et acteurs sociaux hommes et femmes dans le dialogue social pour les pactes locaux
- Accès égal et progressif pour les hommes et les femmes aux informations sur les actions de détermination des droits fonciers sur les terres dans et autour du village et du processus de planification des usages des terres à des fins minières ou agricoles

RI 2.2: PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION SOCIALE ET ECONOMIQUE DES FEMMES DANS LES COMMUNAUTES ASM EN VUE D'UNE INCLUSION SOCIALE ET ECONOMIQUE ELARGIE

Table 5 : Analyse genre du Résultat Intermédiaire 2.2- Considérations de genre dans les activités économiques et les organisations locales

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les activités économiques du village	Opportunités liées aux femmes	Contraintes liées aux femmes
Pratique, Pouvoirs et participation	Quasiment toutes les femmes sont impliquées dans l'agriculture, même les femmes artisanes minières Femmes impliquées majoritairement dans la recherche de l'or comme source de revenu complémentaire	Existence d'un système d'entraide des femmes dans plusieurs villages représentant un embryon de l'organisation Initiatives de transformation des produits agricoles existantes pour augmenter le revenu Le petit élevage traditionnel de cabris et de porc considéré comme une épargne individuelle	Pratiques des activités sans définition de stratégie réelle et d'analyse de la production pour anticiper sur les besoins que la production couvrira, les gaps
Connaissances, Croyances et Perceptions	Les équipes du projet entrevoit les activités à l'égard des femmes comme des activités relevant de la responsabilité de le Coordinatrice des activités économiques des femmes avec l'appui de la consultante Genre	Bonne connaissance des thématiques de genre par la Coordinatrice des activités économiques des femmes et des agents de mobilisation communautaire	Peu d'accès aux formations techniques par les femmes des villages de Carnot, peu d'assimilation réelle des formations rapides reçues par les femmes de Nola

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les activités économiques du village	Opportunités liées aux femmes	Contraintes liées aux femmes
	Les travaux agricoles sont plus faciles pour les femmes que les travaux miniers, et produisent un revenu en nature et financier quasi certain	L'or comme valeur sûre dans les communautés de Nola Renforcement du pouvoir social des femmes ayant un pouvoir économique élevé	Perception que les acteurs de développement sont là pour fournir des appuis matériels ponctuels aux communautés à tour de rôle et non comme des acteurs devant impacter un changement profond
Accès aux ressources	Femmes propriétaires des champs et des terres sur lesquelles elles pratiquent leurs activités agricoles au même titre que les hommes Femmes investies principalement dans la cueillette et la récolte des produits de la forêt telle que les termites, les champignons, les chenilles et les feuilles de koko qui constituent des compléments alimentaires appréciés et des sources de revenus importantes dans plusieurs communautés en RCA. Les femmes assurent le petit commerce des produits agricoles bruts ou transformés et d'autres produits de première nécessité	Disponibilité des terres pour les activités agricoles 3 formes d'accès aux terres pour les femmes comme pour les hommes : défrichage des terres libres, héritage d'un parent ou d'un conjoint – présence des enfants jeunes, achat à l'utilisateur connu. L'agriculture fourni la principale source de revenu des femmes, qu'elles réinvestissent dans les activités minières pour celles qui s'y adonnent. Existence des systèmes d'épargnes « tontines » flexibles facilitant un capital pour les femmes dans quasiment tous les villages fonctionnant selon les besoins et réalités de chaque village. Investissement des revenus des femmes dans l'agriculture, le petit élevage et le commerce	Gestion des ressources financières obtenues par les femmes de leurs activités agricoles de commun accord avec les époux, avec priorité des revenus des femmes couvre les dépenses scolaires et de santé des enfants et de la femme. Faible accès aux outils, intrants et techniques de production et transformation agricole, rendant les tâches pénibles pour les femmes. Tontines (groupe de personnes faisant des épargnes et crédits informelles entre eux) peu structurées, bâties autour d'une personne responsable souvent appelée « gardienne », qui se charge de collecter les cotisations des membres et de reverser aux membres bénéficiaires. Les femmes ont plus de revenus après les périodes de récoltes quand la portion réservée à

Dimension de genre	Rôles et statuts des femmes dans les activités économiques du village	Opportunités liées aux femmes	Contraintes liées aux femmes
			l'autoconsommation commence à diminuer
Lois, Politiques et Institutions		Existence des groupements de femmes ou mixtes dans quelques villages (Loppo, Ziendi, Ndelengué, Ngoungourou), mis en place et ayant bénéficié de l'appui des acteurs humanitaires ou de développement (DPDDA, FLM, ACF, Coopi…). Ils mènent des activités dans plusieurs domaines (pisciculture, agriculture, commerce, maraichage, petit élevage, tontine).	Faible structuration des organisations de femmes dans plusieurs villages Les groupements impulsés peinent à s'auto prendre en charge à la fin des activités des projets.

Recommandations d'actions pour renforcer l'autonomisation sociale et économique des femmes.

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 2.2 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 2.2.1. Consolider et compléter l'apprentissage.	Mener des activités de renforcement périodique des équipes sur l'analyse et le suivi de l'intégration du genre (voir Section 4)	Chef de projet
Activité 2.2.2. Élaborer un plan d'action pour le genre.	Assurer l'appropriation du plan par toute l'équipe de projet	Chef de projet
Activité 2.2.3. Soutenir la diversification des revenus et des moyens de subsistance en milieu rural.	Voir les activités de la section 3	Coordinatrice des activités économiques des femmes, Responsable des activités terrain, mobilisateurs communautaires
Activité 2.2.4. Établir un fonds d'innovation pour les femmes.	Identification du savoir-faire des femmes lors des activités économiques et renforcement des capacités organisationnelles	Coordinateur Objectif 4 en collaboration avec la Coordinatrice des activités économiques des

	Facilitation des appuis au développement d'autres activités productives en relation avec les chantiers Suivre la possibilité d'intégrer les femmes dans la mise en place des initiatives pilotes pour le développement des activités minières comme la location de matériel, le financement des chantiers, ou agricoles telles que la transformation de des produit locaux - Voir détails dans les activités de la section II	femmes, Responsable des activités terrain, mobilisateurs communautaires

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les femmes

- Développement des activités économiques des femmes renforcera leur autonomisation et augmentera leur pouvoir social.
- Développement des activités agricoles et commerciales des femmes favorisera un investissement dans les activités minières et le renforcement de la prise en compte du leadership féminin dans ce secteur.

RI 2.3: RENFORCER LA COOPERATION ENTRE LES MINISTERES ET AGENCES DE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN ET LES AUTRES PARTIES PRENANTES SUR LA COHESION SOCIALE ET LA CONFORMITE AU PROCESSUS DE KIMBERLEY

Analyse genre du Résultat Intermédiaire 2.3- Considérations de genre dans les activités économiques et les organisations locales

- Peu de participation des organisations de femmes et des représentantes des femmes des villages miniers dans les interventions des bailleurs de fonds et parties prenantes humanitaires et de développement sur les stratégies pour éviter les doublons dans les interventions
- Faiblesse de participation due à la faiblesse des capacités des représentantes des femmes à présenter et défendre leurs idées à un public plus large.

Recommandations d'actions pour la participation des femmes aux instances de décisions nationales sur la cohésion sociales et le processus de Kimberley

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 2.3 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 2.3.1. Développer des accords interministériels pour promouvoir la paix et la cohésion sociale.	Aucune action spécifique requise	Aucune action spécifique requise
Activité 2.3.2. Améliorer la coordination des approches en matière de paix et de réconciliation dans les communautés d'extraction de diamants.	Intégrer les thématiques de formation sur la communication – transmission des messages clés et sur le plaidoyer dans les activités de la composante 2.2	La Coordinatrice des activités économiques des femmes et Coordinateur Objectif 1 et 3

	Favoriser l'intégration des femmes acteurs miniers des zones d'intervention dans les réseaux nationaux des femmes du secteur minier – Voir activités des résultats intermédiaires 1.2 et 1.3	

Impact possible des résultats attendus du DPAM sur les femmes

- Mise en place des systèmes de coopération avec la participation des hommes et femmes leaders des zones d'intervention dans les activités des organes de coordination au niveau national et régional

2.1.3 ANALYSE ET SUGGESTIONS D'ACTION DANS LES RESULTATS INTERMEDIAIRES DE L'OBJECTIF 3: MIEUX FAIRE CONNAITRE ET COMPRENDRE LES OPPORTUNITES ET LES DEFIS DE LA MISE EN PLACE DE CHAINES D'APPROVISIONNEMENT EN OR RESPONSABLES EN RCA

RI 3.1: RECHERCHER ET COMMUNIQUER AUX PRINCIPALES PARTIES PRENANTES LES RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX REFORMES POLITIQUES, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE AUX NIVEAUX NATIONAL ET REGIONAL

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 3.1 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Activité 3.1.1. Effectuer un diagnostic du secteur aurifère artisanal pour évaluer l'état de préparation du marché.	Identifier les rôles et contraintes des hommes, femmes et jeunes dans le secteur aurifère et leurs implications pour renforcer les systèmes de diligence raisonnable et de traçabilité Mettre une attention spécifique sur les différences entre hommes et femmes dans les études prévues par IPIS Inclure les questions spécifiques pour l'évaluation sur l'évolution attendue des comportements et relations entre les hommes et les femmes du fait de la formalisation	IPIS et Coordinateur Objectif 4
Activité 3.1.2. Faciliter le plan d'action du secteur aurifère.	Assurer la participation des représentantes des femmes orpailleuses à Carnot et Nola pour enrichir les échanges au niveau du plan d'actions Analyser les effets de la formalisation du secteur de l'or et	IPIS et Coordinateur Objectif 4

	de la collecte des taxes sur les exportations légales sur les femmes, acteurs clés du secteur	
Activité 3.1.3. Développer une carte interactive des emplacements des sites diamantifères et aurifères.	AUCUNE ACTION SPÉCIFIQUE REQUISE	

2.1.4 ANALYSE ET SUGGESTIONS D'ACTION DANS LES RESULTATS INTERMEDIAIRES DE L'OBJECTIF 4: AMELIORER LA PROGRAMMATION DE L'USAID GRACE A UNE MEILLEURE COMPREHENSION DES LIENS ENTRE L'ASM ET LES PRINCIPAUX PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

RI 4.1: AIDER LES UNITES D'EXPLOITATION CONCERNEES DE L'USAID A EVALUER LE LIEN ENTRE ASM ET LES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 3.1 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Distinction des contraintes, opportunités et interfaces de l'artisanat minier avec les principaux problèmes de développement selon le genre	Inclure une différence sexo-spécifique dans le diagnostic pour prendre pleinement en compte la différence selon le genre	Coordinateur Objectif 4

RI 4.2: Renforcer le partage des connaissances et la compréhension des unités d'exploitation et des partenaires de l'USAID sur le lien entre l'ASM et les questions de développement

Activités prévues pour la réalisation du Résultat Intermédiaire 3.1 du projet DPAM	Actions pouvant favoriser l'équité de genre	Responsable
Partager les connaissances et améliorer la compréhension des problèmes à résoudre dans l'artisanat minier avec une perspective des hommes et des femmes différenciée	Inclure une section spécifique sur la différence de dynamique, d'effet, d'impact entre hommes et femmes ou élaborer un document spécifique de partage des informations sur la prise en compte du genre dans le projet DPAM	Coordinateur Objectif 4

3.0 STRATEGIE POUR RENFORCER L'ACCES DES FEMMES AUX MOYENS DE PRODUCTIONS ET A LA DIVERSIFICATION DES SOURCES DE REVENUS

L'un des objectifs spécifiques de ce PAG du projet USAID DPAM est de développer des activités spécifiques à mettre en œuvre par les femmes, qui contribueront à améliorer leur pouvoir économique et promouvoir leur inclusion sociale et économique dans les communautés minières en RCA. Cet objectif sera atteint sur la base des interventions ciblées sur deux aspects : des actions visant le renforcement ou la diversification de leurs activités de subsistance et génératrices de revenus, et celles renforçant leur inclusion dans le système de prise de décision au niveau local et national. Les propositions d'activités sont issues des analyses terrain, et parce que tous les villages d'intervention du projet USAID DPAM n'ont pas été visités, des ajustements devront être effectués selon les réalités locales dans la zone de Nola.

3.1 RENFORCEMENT DES ACTIVITES DES FEMMES DANS LE SECTEUR MINIER

PRODUIT 1: IDENTIFICATION, FORMATION ET APPUI A LA STRUCTURATION DES FEMMES DANS LES COMMUNAUTES MINIERES

Activités	Période	Personnes en charge
Appuyer l'identification des femmes artisanes minières du diamant dans les villages d'intervention à Carnot et Nola	Mai- Juin 2019	Agents de mobilisation communautaires, supervision Coordinateur Objectif 1 et 3
Sensibiliser les communautés minières et les chefs de villages pour sélectionner des femmes artisanes minières pour participer aux formations sur les techniques améliorées d'exploitation minière	A déterminer selon la programmation de l'activité	Coordinatrice des activités économiques des femmes – Appui Hervé Pounou
Faciliter la mise à disposition des femmes artisanes minières de matériel minier pouvant être utilisé dans l'agriculture	Janvier- juin 2020	Coordinatrice des activités économiques des femmes – Appui Hervé Pounou

Impact environnemental et moyens de mitigation

- La participation des femmes aux formations sur les techniques améliorées pourra renforcer l'engagement des femmes pour la réhabilitation des sites miniers dans les villages et leur conversion soit en espaces de cultures soit en activités nouvelles comme la pisciculture.

PRODUIT 2 : FACILITATION DE LA PARTICIPATION DES FEMMES ARTISANES MINIERES DANS LES COOPERATIVES MINIERES ET LES INSTANCES DE PRISES DE DECISIONS NATIONALES

Activités	Période	Personnes en charge
Définir avec les coopératives minières existantes les stratégies pour identifier les femmes artisanes minières et assurer leur affiliation aux coopératives	Juillet-Août 2019	Coordinateur Objectif 1 et 3 Coordinatrice des activités économiques des femmes
Evaluer la possibilité de mettre en place un réseau des femmes du secteur du diamant par zones d'intervention avec des rencontres régulières	Septembre 2019	Coordinatrice des activités économiques des femmes Responsable des activités terrain
Appuyer la mise en place de deux coopératives de femmes artisanes minières à Nola (1) et Carnot (1)	Septembre- Décembre 2019	Coordinateur Objectif 1 et 3 Coordinatrice des activités économiques des femmes
Subventionner l'attribution des certificats de droits de propriété aux femmes chefs de chantiers	Selon la programmation de l'activité	Coordinateur Objectif 1 et 3e et Coordinateur Objectif 2

Impact environnemental et moyens de mitigation

La délivrance des certificats de droits de propriété peut augmenter l'engouement des femmes et des hommes à une exploitation irrationnelle des sites ; les formations sur les techniques améliorées et les initiatives de réhabilitation des sites miniers participeront à assurer une exploitation rationnelle des sites. le projet peut introduire un engagement pour les femmes et les hommes bénéficiant de ces certificats de piloter les techniques améliorées et si possible une initiative de réhabilitation de site.

3.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES PRODUCTIVES DES FEMMES POUR LA DIVERSIFICATION DES SOURCES DE REVENUS FAVORISEE PAR LA REPRISE DES ACTIVITES EXTRACTIVES

PRODUIT 3: RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DES INITIATIVES DE TRANSFORMATION ET DE CONSERVATION

Activités	Période	Personnes responsables
Renforcer les capacités du staff sur le suivi des itinéraires techniques des principales cultures des femmes	Juin 2019	Consultant à identifier avec appui Coordinatrice des activités économiques des femmes
Fournir un d'appui en outils agricoles aux groupes de femmes	Juin-Juillet 2019	Coordinatrice des activités économiques des femmes
Introduire des pratiques d'agroforesterie dans les champs avec des plantes comme le Moringa	Juin-Décembre 2019	Consultant à identifier avec appui coordonnateur des activités terrain
Organiser des formations des femmes sur la transformation des produits agricoles par la fourniture de matériel et techniques adaptés	Juillet-Décembre 2020	Consultantes locales à identifier avec appui Coordinatrice des activités économiques des femmes

Appuyer l'analyse et la recherche des marchés pour faciliter la commercialisation des produits agricoles	Juin-Août 2019 Puis selon la production	Coordinatrice des activités économiques des femmes avec appui coordonnateur des activités terrain

PRODUIT 4 : ETABLISSEMENT DES ELEVAGES A PETITE ECHELLE

Activités	Période	Personnes responsables
Mener une étude rapide sur les possibilités de réhabiliter quelques sites d'exploitation minière à Carnot travers la pisciculture traditionnelle en considérant les besoins de faire l'analyse de la présence des métaux lourdes dans l'eau et la chair des poissons	Décembre2019-Janvier 2020	Consultant à identifier, appui Coordinatrice des activités économiques des femmes, et coordonnateur des activités terrain
Identifier et former les femmes et les jeunes pratiquant le petit élevage artisanal de poissons dans les villages en utilisant le compost	Janvier- Mars 2020	Consultant à identifier, appui Coordonnateur des activités terrain
Soutenir la réhabilitation de sites d'exploitation minière en bassins piscicoles et la conservation des poissons	Mars-Octobre 2020	Consultant à identifier, appui Coordonnateur des activités terrain
Appui des femmes et des jeunes impliquées à l'analyse de marché et définition de modèle de commercialisation	Juillet- Août 2020	Coordinatrice des activités économiques, appui coordonnateur des activités terrain

Impact environnemental et moyens de mitigation

La pratique en cours dans les villages autour de Carnot et de Nola est une pisciculture artisanale, qui repose sur une alimentation à base de compost local, ce qui réduit la dépendance à une alimentation industrielle. Toutefois, la faisabilité de réhabilitation des anciens sites en bassins piscicoles artisanales sera soumise à une étude préalable avec analyse de la présence des métaux lourds.

PRODUIT 5: AUTRES INITIATIVES D'ENTREPRENEURIAT POSSIBLES

Activités	Période	Personnes responsables
Mener une étude rapide de faisabilité sur les activités sous-exploitées dans les villages miniers comme les chaines de valeur des mangues (possibilité de production locale de jus ou de confiture), la production d'huile végétale à base de graines de courges, la fourniture de services aux exploitants miniers (nourriture, matériel de travail, ou appareils de transformation des produits agricoles)	Juillet- Août 2019	Consultant à identifier, Directeur technique et Coordinatrice des activités économiques des femmes, appui coordonnateur des activités terrain
Définir des critères de sélection des femmes et jeunes ayant un potentiel d'entrepreneurs dans les villages et conduire des formations sur l'étude rapide de faisabilité, l'analyse du	Juillet- Août 2019	Consultant à identifier, Directeur technique et Coordinatrice des activités économiques des femmes, appui coordonnateur des activités terrain

Activités	Période	Personnes responsables
marché et le montage de projet simplifié et la recherche des financements		
Fournir des formations sur la conduite de la micro entreprise - production et gestion	Septembre- Novembre 2019	Consultant à identifier, appui Coordonnateur des activités terrain
Mettre à disposition le matériel nécessaire pour le démarrage de l'activité, selon un modèle de fonds auto renouvelable avec des conventions simplifiées élaborées avec les modalités relatives à la détermination de responsables, l'entretien, la tenue de comptes ainsi que l'affectation des revenus issus de ces machines.	Novembre 2019-Janvier 2020	Consultant à identifier, Directeur technique et Coordinatrice des activités économiques des femmes, appui coordonnateur des activités terrain
Suivi des activités et de la rentabilité des micros entreprises	Janvier -Décembre2010	Consultant à identifier, appui Coordonnateur des activités terrain Coordinatrice des activités économiques

Impact environnemental et moyens de mitigation

- Analyse d'impacts à faire après l'identification des activités.

3.3 AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE LOCALE PAR LA PARTICIPATION DES FEMMES

PRODUIT 6: STRUCTURATION DES FEMMES DANS LES COMMUNAUTES MINIERES

Activités	Période	Personnes responsables
Appuyer les femmes des villages de Carnot à définir le type de groupement le plus approprié selon leur besoin	Mai –Juin 2019	Mobilisateurs communautaires avec appui de La coordinatrice des activités économiques des femmes
Mener une évaluation du fonctionnement des groupements existants des femmes à Carnot	Mai –Juin 2019	Mobilisateurs communautaires avec appui de La coordinatrice des activités économiques des femmes
Former les femmes sur les éléments de base de fonctionnement et de gestion d'un groupe	Avril-Mai 2019	Mobilisateurs communautaires avec appui de La coordinatrice des activités économiques des femmes
Appuyer l'élaboration d'un plan d'action semestriel de chaque groupe	Mai-juin 2019	Mobilisateurs communautaires avec appui de La coordinatrice des activités économiques des femmes
Former les groupes sur les compétences organisationnelles et de gestion	Septembre 2019 Janvier 2020 Avril 2020	Coordinatrice des activités économiques des femmes
Former les responsables des groupements de femmes sur la communication, la définition de priorités et le plaidoyer pour assurer leur participation dans les instances efficaces dans les	Janvier -Mars 2020	Consultant communication

instances de prise de décision au niveau du village, régional et national		

PRODUIT 7 : RENFORCEMENT DES SYSTEMES D'EPARGNE DES FEMMES

Activités	Période	Personnes responsables
Réaliser une évaluation spécifique avec les femmes des systèmes d'épargne des femmes et élaborer des lignes directrices pour les renforcer	Janvier –Avril 2020	La coordinatrice des activités économiques des femmes
Encourager les femmes à définir avec les hommes les projets communautaires pour lesquels l'épargne va servir (investissement dans l'acquisition des intrants agricoles, outils miniers, fourniture de services connexes à l'exploitation, paiement des journaliers sur une parcelle pendant une période donnée)	Janvier –Avril 2020	Mobilisateurs communautaires avec appui de La coordinatrice des activités économiques des femmes
Sensibilisation des femmes et des hommes sur les différents modèles de l'épargne et introduction de la notion de crédit au sein des groupes de femmes, mais aussi comme un groupement à part entière dans le village.	Mars –Mai 2020	Mobilisateurs communautaires avec appui de La coordinatrice des activités économiques des femmes
Suivi des activités des femmes	Mai 2020-Juillet 2021	Mobilisateurs communautaires avec appui coordinatrice des activités économiques des femmes et responsable suivi –évaluation

4.0 MISE EN OEUVRE DU PLAN DE TRAVAIL GENRE

4.1 PROCAINES ETAPES

- Répliquer des MARP rapides de 2 jours dans les villages d'intervention du projet USAID DPAM surtout dans la zone de Nola.
- Intégrer les activités spécifiques d'intégration du genre dans le plan de travail trimestriel ou mensuelle en adaptant les activités pour répondre au spécificités des zones d'intervention à Carnot et Nola.
- Identifier les compétences additionnelles nécessaires pour la mise en œuvre des activités – consultants pour appui et définir les termes de références.

4.2 SUIVI EVALUATION

- Le Plan d'Action Genre du projet USAID DPAM est structuré de manière à ce que la mise en œuvre et le suivi incombent au personnel du projet, en particulier les coordinateurs techniques des différents objectifs. La mise en œuvre du PAG et la préparation efficace des rapports sur le projet et son intégration incluent : un dialogue continu, des orientations et une supervision par objectifs avec le soutien de la Coordinatrice des activités économiques des femmes, du Directeur technique, du Chef de projet, et de la Spécialiste genre du projet pour des analyses spécifiques, principalement lors des rapports trimestriels.
- Lors de la préparation de la planification des activités et de la préparation des rapports trimestriels, chaque Coordonnateur intègrera une analyse succincte de l'intégration de genre selon les recommandations présentes dans la section 2 du présent document et à l'aide des outils disponibles dans le Guide de formation des équipes du projet USAID DPAM sur l'intégration du genre dans le cycle du projet. Cette analyse aidera les équipes à suivre l'objectif ultime qui est la réduction des inégalités de genre tout en renforçant l'inclusion des femmes dans le secteur artisanal minier
- Une fois par année d'implémentation du projet USAID DPAM, la Coordinatrice des activités économiques des femmes avec l'appui du chef de projet rappellera les orientations et approches d'intégration du genre selon les outils disponibles et produits par le projet.
- Le coordonnateur suivi et évaluation est chargé de surveiller la collecte de données désagrégés par sexe afin d'évaluer de manière significative les progrès du projet et les résultats en matière d'égalité de genre Les obstacles et les solutions à la réalisation des objectifs du PAG, ainsi que la synthèse des résultats en termes de genre dans le rapport trimestriel du projet, faciliteront la nécessité d'ajuster certaines activités du projet.

ANNEXES

ANNEXE 1 : GENDER ACTION PLAN ENGLISH SUMMARY

The USAID Artisanal Mining and Property Rights (AMPR) Project in Central African Republic (CAR) aims to support the improvement of land and resource governance and strengthen property rights for all members of society, especially women. Comprising approximately 21% of gold and diamond artisanal miners in the CAR, women face many challenges including some practical and cultural barriers to access artisanal mines and play substantive roles in ASM diamond mining areas, access to equal revenue as men for the same activities, poor leadership skills to assume key governance roles within mining cooperatives and lack of entrepreneurship capacities to effectively develop more commercial roles required for increasing revenues. To ensure that both women and men gain the opportunity to equally participate in and benefit from the USAID AMPR project, this Gender Action Plan (GAP) has been prepared in collaboration with the project staff and partner organizations. Along with the annual work plans, this AMPR GAP is part of the project's commitment to equitable stakeholder engagement in all project activities.

Gender Action Plan Objectives

The AMPR Gender Action Plan aims to identify gender issues in CAR artisanal mining communities that may be relevant to AMPR gender mainstreaming opportunities with regards to each specific project intermediate result. This Gender Action Plan proposes specific women-oriented livelihoods activities, a key component spell out in the USAID AMPR Work Plan and contractual requirements. The GAP answers the following questions:

- How to ensure that gender is mainstreamed in AMPR activities in a way to create an inclusive diamond value chain for men and women?
- How to develop a roadmap for strengthening women's economic and social empowerment?
- What are the activities that can allow women to expand their role in income diversification with the support of men?
- What are the key steps to strengthen women economic empowerment in project intervention areas?

The plan takes into account that project activities cover a range of operational scales from communities to national commitments to the Kimberley Certification scheme. Gender implications and considerations are different within each of the project intermediary results. Equally, considerations around gender questions extend to the partner's organizations, and the mining departments of the target implementation zones.

The Gender Action Plan draws inspiration from document reviews, key informant interviews and participatory research using participatory rural appraisal (RRA) tools. Information and data on gender relationship and women involvement in artisanal mining and livelihoods activities in CAR are not very extensive. In 2007 and 2011, a gender assessment and gender country profile was prepared by the African Development Bank, highlighting broad issues faced by women in mining. The report highlighted the realities of low implication of women in mining itself yet considerable involvement in provision of food for miners as well as the services of prostitution around the mining site. The USAID's PRADD I project conducted a baseline study early in 2007 on the impact of artisanal mining on women's livelihoods that was used to define at the time it's approach and activities for women equality in PRADD II intervention areas. After the most recent studies on gender in mining led by the World Bank (2017), and a joint study from UNICEF and UNDP (2018), the AMPR Gender consultant and the Livelihood

Coordinator conducted interviews with key stakeholders including the KP permanent secretary for CAR, the Directorate of Gender at the Ministry of Social and Gender Affairs, the Directorate of National Reconciliation at the Ministry of Humanitarian Action and National Reconciliation, the Mining technical directorate in Berbérati and Carnot; and information gathered from a participatory diagnostic to identify specific activities to promote women's social and economic inclusion for the AMPR project. The gender and livelihood diagnostic was carried out between March 2nd to 8th in Meyer, Ganli and Somica, three villages of the Carnot subprefecture, using a participatory/rapid rural appraisal methodology. The project team carried out a gender analysis of the project specific objective after a gender mainstreaming training, allowing them to conduct an internal analysis of each project objective with a gender lens, understand the extent to which gender issues are relevant to the specific objectives and identify action to mainstreaming into the implementing activities.

GENDER ANALYSIS AND MAIN RECOMMENDATION OF ACTIONS PER INTERMEDIATE RESULTS.

OBJECTIVE I: ASSIST GOCAR TO IMPROVE COMPLIANCE WITH KP REQUIREMENTS TO PROMOTE LICIT ECONOMIC ACTIVITIES

IR 1.1: Improve legal, policy, and institutional framework for conflict-free diamond production at domestic and regional levels

Different roles and status	Opportunities	Constraints
• Presence of women at governmental top mining management; a woman Vice-president of the Committee against illegal exploitation of natural resources and; a woman deputy KP secretary	• Presence of women with the adequate profile and skills to integrate women issues as cross-cutting in discussions around the Mining Code reform at the Ministry of Mines, as well as at regional platforms in collaboration with DRC and Cameroon	• Low level of knowledge of women in everyday life in artisanal gold and diamond mining villages, challenges in formulating relevant recommendations

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

- Ensure a mechanism for information sharing among women in diamond and gold mining areas, with those women and the Ministries and local departments of the Ministry of Mines and Geology and the AMPR project, and with the network of women involved in mining policy in Bangui to facilitate inclusion of issues related to both women and men in artisanal mining in discussions around the Mining Code reform.
- Share information and project documents related to women with technical managers at the Ministry of Mines and Geology who can inform their recommendations in discussions around planned reforms.
- Strengthen the Coordinator of Components 1 and 3 analysis gender issues in mining to reach a of in the gender analysis gender issues in mining

IR 1.2: Expand formalization of land and resource rights in artisanal diamond mining communities

Different roles and status	Opportunities	Constraints
• Presence of women on the diamond mining sites with women landowners as well as men in Carnot and Nola • Women more involved in providing food to men and in some cases transporting and stockpiling gravel from the digging site to the wash site • Ownership of the land or plots on which the farm takes place gives the ex-officio women the quality of "chef chantier" , even if they are not responsible for the mining. Several female *Chefs chantiers* in Carnot (6 out of 9 women met) and Nola (higher proportion).	• Equal access to land for both women and men: 3 ways of accessing land for both women and men. 1) clearing of available land, 2) inheritance (parent or spouse)3) purchasing. • Land prices well known easing acquisition process for women • No taboos on land ownership for local women • Women can become mining site managers because of land ownership possibilities and thus supervise mining on their land if they can afford diggers and scrubbers fees • Relative security of women's rights over purchased mineral parcels by recording transactions on mining plots in some villages, which secures women's ownership at the local level	• Management of the mining sites entrusted to men, even if it is women owned the parcels. • Prior consent of husbands, fathers or brothers for married women to acquire or exploit a parcel. • Low knowledge by women of best practices of artisanal mining and farming techniques for land preservation • Land holding is declarative, for women freeholds, if minerals are found, men can claim ownership by the saying that all mining plots are occupied. • Difficult access of women to financial resources to exploit their land.

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities by activities:

Activity. 1.2.1: Incorporate gender sensitive research questions in the various assessments

Activity. 1.2.2 : Develop a participatory mapping system including women both in terms of data collection (GIS and auger) and in decisions for the use of specific zones. Facilitate the acquisition by women of mining documents as an incentive for the exploitation of the parcels they hold. Integrate gender awareness in CLS and ALS training; Definition of 2 or 3 key indicators for them to report on.

IR 1.3: Increase awareness of Kimberley Process requirements, inclusive of all points in the supply chain such as government actors, buying houses, collectors, pit owners, and diggers

Different roles and status	Opportunities	Constraints
• See IR 2 • Several women in mining cooperatives, some of them with main responsibilities(councilor, treasurer). • Greater women's contribution is in bright bed projects, requiring laborers	• Mining provides women with additional income for their commercial and agricultural activities. • Existence of an Association of Professional Women in Mining (AFESMICA) - a network to strengthen women capacities in various technical fields and improve their participation in national decision-making bodies in the mining sector. • No taboos on women on mining sites. • Relatively good knowledge of the required mining documentation • Female deputy KP Secretary and women in the AMPR project as role models • Good knowledge of the local technical services in charge of mining and artisanal sector at the village level • Relatively clear women's expectations and aspirations of mining sector institutions and regulations	• Little to no women control over mining sites that belong to them • No specific involvement of mining cooperatives in women monitoring and information • Low knowledge by women of artisanal mining techniques and good practices that can preserve the environment • Low knowledge of diamond value chain • Perception that USAF is an only repressive institution extorting people • Little knowledge of the provisions of the Kimberley Process - Women's level of education relatively low • No clear information mechanism for artisanal miners (men and women) from the central government

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities by activities

Activity. 1.3.1. : Collect quantitative and qualitative data to support national institutions identification of barriers to women participation in the artisanal mining sector and data on women site managers with patents and miner cards.

Activity. 1.3.2. : Emphasizing education and information of women site managers in authorized areas on existing KP provisions and standards for diamond and in the gold sector during planned trainings. Familiarizing Local Committees and KP Local Monitoring Units members on including information related to women in their report

Activity. 1.3.3 : Ensure women's participation in KP awareness activities, leading them on and off the mine sites, trough social dialogue in the diamond mining communities compliant to the KP requirements at Nola and Carnot; Develop visual and oral awareness tools to understand an uneducated public

IR 1.4: Strengthen capacity of government of CAR to manage and expand Kimberley Process compliant zones effectively

For roles and status, opportunities and constraints, see previous analysis.

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities by activities

Activity. 1.4.1 : Train teams in charge of monitoring the KP compliance (SPRPK, USAF, Ministry of Mines, KP Focal Points) on gender analysis and tools to ensure women's inclusion and the impact of activities and norms on women in mining communities

Objective 2: Strengthen community resilience, social cohesion and response to violent conflict in CAR (*specific livelihood activities for women are list separately*)

OBJECTIVE II: STRENGTHEN COMMUNITY RESILIENCE, SOCIAL COHESION, AND RESPONSE TO VIOLENT CONFLICT IN CAR

IR 2.1: Support inclusive community dialogue especially between different religious and ethnic groups to resolve conflict over land and natural resources

Different roles and status	Opportunities	Constraints
• Women involved in local peace and reconciliation committees (CPLR) and participate in land conflict management • Representativeness of women in decision-making or organizational bodies, at the level of municipalities, women are represented in special delegations, political structures governing town halls, heads of villages or groupings of villages in Nola • Woman Director of national reconciliation at the Ministry of Humanitarian Action and National Reconciliation as role model	• Women members of Peace and Reconciliation Committees (CLPR) can influence the Antennes Locales de Suivie (ALS) • Existing reconciliation activities carried out by Christian women and Muslim women • Possibility of building the capacity of women in CLPR for more active involvement in social dialogues and local pacts in the municipalities of Balégo, Yamalé and Bania • Women with economic power in almost all villages lead to their participation in meetings, speaking in the midst of assemblies of men and women, points of view taken into account. • Possibility for women CLPR members and other women in local organizations to strengthen their participation in the definition of memoranda of	• Representatives women not actual participation • Little knowledge of conflict management techniques • Men tend to exclude women from local dialogue by accusing them of witchcraft practices in Nola

Different roles and status	Opportunities	Constraints
	understanding for local pacts and social dialogue.	

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

Activity. 2.2.2 : Facilitate local dialogues with different social groups - men, women, youth, returned separately, then together, in preparation for the regional forum

Activity. 2.2.**3 :** Ensure effective participation of women leaders and youth in conflict management training and community dialogues; Adapt the criteria for women's participation in the CPLR for better representativeness; Champion leaders for women participation of women and youth in the process of land rights clarification ; Develop or consolidate local standards that facilitate women's broad access to land certificates

IR 2.2: Promote women's economic and social empowerment in asm communities in furtherance of broad-based social and economic inclusion

Different roles and status	Opportunities	Constraints
• Almost all women involved in agriculture • Gold mining as additional livelihood for the poorest women • Project activities to empower women seen by the project team as the sole responsibility of the AMPR Coordinator of Women's Economic Activities with the support of Gender Consultant • Ownership of agricultural land and parcels by women the same way as men • Women engaged in harvesting and harvesting popular dietary forest products such as termites, mushrooms, caterpillars and *koko* leaves • Women petty traders of raw or processed agricultural products and other necessities	• Existence of a self-help system representing basis for organizational strengthening • Initiatives to process agricultural products for income increasing • The small traditional animal husbandry for goats and pigs • Good knowledge of gender issues by the Coordinator of Women's Economic Activities and Community Mobilizers • Gold as a safe bet in the Nola communities • Strengthening the social power of women with high economic power • Land availability for agricultural activities • Easy land access for both women and men • Existence of flexible local savings schemes facilitating access to capital for women	• No clear strategy for and cost-effectiveness analysis for women led activities • Little access to effective agricultural technical trainings • Perception of development actors that women are maternal providers and not change agents • Women financial affairs are managed with husbands and revenues from women are spent in school and health care • Low access to tools, inputs and processing material for women • Saving schemes not structured, low structuring of women's organizations in several villages

Different roles and status	Opportunities	Constraints
	• Investment of women's incomes in agriculture, small livestock and trade • Existence of women only or mixed informal groups with activities in several fields (fish farming, agriculture, trade, market gardening, small livestock farming, tontine).	

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

Activity. 2.2.1 : Facilitate gender strengthening activities for the AMPR team during activities planning

Activity. 2.2.2 : Ensure ownership of the GAP by the entire AMPR team

Activity. 2.2.3 : see next section

Activity. 2.2.4. Identify women's know-how in livelihood activities and strengthen their organizational capacity building ; Facilitating the development of alternative livelihood activities around mining sites ; Integrate women in piloting initiatives for the development of mining activities such as the rental of equipment, the financing of building sites, or agricultural such as the transformation of local products - See details in the activities of Section II

IR 2.3: Strengthen cooperation between GOCAR ministries and agencies and other stakeholders on social cohesion and Kimberley Process compliance

Constraints:

- Low participation of women's organizations and women leaders in donor and humanitarian and development stakeholders' consultations to avoid duplication in interventions
- Weak participation due to the low capacity of women's representatives to present and defend their ideas to a wider audience.

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

Activity. 2.3.2 : Include communication training modules and advocacy in women capacity building (see act 2.2) ; Include women artisanal miners in the national network of women in mining

OBJECTIVE III: INCREASE AWARENESS AND UNDERSTANDING OF THE OPPORTUNITIES AND CHALLENGES OF ESTABLISHING RESPONSIBLE GOLD SUPPLY CHAINS IN CAR

IR 3.1: Research and communicate recommendations for policy, legal, and institutional reforms at the national and regional levels to key stakeholders

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

Activity. 3.1.1 : Identify the roles and constraints of men, women and youth in the gold sector and their implications for strengthening due diligence and traceability systems ; Put a specific focus on the differences between men and women in OPOS studies ; Include specific questions for assessing the expected behavior change between men and women as a result of formalization

Activity. 3.1.2 : Ensure women gold miners participation in Carnot and Nola for an inclusive action plan

Analyze the effects of the formalization of the gold sector and the collection of taxes on legal exports on women, key players in the sector

Activity. 3.1.3. Identify mining zones with a high concentration of women

OBJECTIVE IV: IMPROVE USAID PROGRAMMING THROUGH INCREASED UNDERSTANDING OF LINKAGES BETWEEN ASM AND KEY DEVELOPMENT ISSUES

IR 4.1: Assist relevant USAID operating units to assess the link between ASM and development issues

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

Activity. 1.4.1. Highlight gender specificities and gender desegregated data when possible

IR 4.2: Strengthen knowledge sharing and understanding of USAID operating units and partners on the link between ASM and development issues

Actions to reduce or eliminate constraints and support the opportunities:

In Activity .4.2.1 Include a specific section on different dynamics, impact, impact between men and women or develop a specific document for sharing information on gender mainstreaming in the DPA project

PROPOSED WOMEN'S LIVELIHOOD ACTIVITIES PER USAID AMPR OUTCOMES

Outcome 1: Support women to effectively structure themselves

Specific Activity	Time Period
Organize village meetings to define the most appropriate type organization for the village specificities and conduct animations on the core function of a women organization	April-May 2019
Facilitate groups meeting to define criteria and select groups representatives	April-May 2019
Support the definition of a biannual action plan for each group	May-June 2019
Provide training on organizational and management skills	May-June 2019
Ultimately support group formalization if needed	September 2019 January 2020 April 2020

Outcome 2: Strengthening women agricultural production and food processing initiatives

Specific Activity	Time Period
Identify and contract an extension agent or short term agricultural consultant to improve women farming techniques in Nola and Carnot	June-July 2019
Provide agricultural tools support to women's groups	June-July 2019
Provide training and technical monitoring on agricultural practices for subsistence crop and vegetables	Beining of each farming season starting in September

Introduce agroforestry practices in women farms with fast-growing trees such as Moringa	June-December 2019
Support the processing of agricultural products through provision of adequate materials and techniques, and transport facility (motorcycle)	July-December 2020
Pilot solar dryer models for harvesting within groups	January 2020-March 2021

Outcome 3: Establishment of animal husbandry at household level

Specific Activity	Time Period
Identify and train women and interested youth in small scale livestock	June-September 2019
Facilitate the provision of animals breeders and livestock monitoring	October 2019 – March 2021
Conduct a rapid study with selected women on the possibilities of rehabilitating mining sites into traditional fish farming	January– June 2020
Support the establishment of women own fish ponds and train women on drying or smoking fish techniques	March-October 2020

Outcome 4: Strengthening women general management and representation skills

Specific Activity	Time Period
Train leaders of women's groups on management and communication skills	January- March 2020
Support women's groups to conduct periodic evaluations of their activities and to become actively involved in village actions	Every 6 months
Conduct a gender-specific assessment of women's savings systems and develop guidelines to strengthen them	January- April 2020
Support market research for the marketing of agricultural products	October – December 2020

Outcome 5: Other possible entrepreneurship initiatives (*N.B: Timeframe to be determined in the framework of entrepreneurship scheme).*

- Seasonal fruit drying, local production of juice or jam, as part of a women's entrepreneurship program (only women or women associating with men)
- Introducing bean and perhaps soybean production (aware of US government restrictions on this issue) within women's groups for the production of flour and other highly nutritious products - milk, local soy cheese, feed for livestock
- Introducing honey production as a complementary activity of miners
- Evaluate the origin and quantity available for coconut oil production (very simple to do), which can be used for cooking, skin care or soap making
- Include freshwater shrimp farming in addition to fish farming in villages surrounded by rivers

IMPLEMENTATION, MONITORING AND EVALUATION

The Gender Action Plan is structured in a way to encourage implementation and monitoring as an integral responsibility of project staff, especially technical coordinators. Effective implementation and

reporting include: continuous dialogue, guidance, and supervision by objective component with the support of the women activities Coordinator, Technical Director, COP and the project Gender Specialist for specific reviews.

The AMPR M&E Coordinator is in charge of monitoring collection of sex-disaggregated data for meaningful assessment of a project's progress and gender equality results and outcomes. The coordinator will note the obstacles and solutions to achieving GAP targets. The coordinator will summarize gender results in the project Quarterly report and through adaptive management learning, this will most likely lead to adjustments of some project activities.

ANNEXE 2 : REFERENCES

Banque Africaine de Développement (Novembre 2011), « Profil genre de la République Centrafricaine. »

Banque Africaine de Développement (Novembre 2017), « République Centrafricaine, Document de Stratégie pays DSP2017-2021 ».

Banque Mondiale (Juillet 2012), « Etude diagnostique sur la situation du genre en République Centrafricaine. »

Banque Mondiale , "A Gendered Assessment of the Impact of the Conflict on the Artisanal Diamond Mining in the Central African Republic: Case Study of Nola, Carnot and Berberati," Mars 2018.

Garred, Michelle, Charlotte Booth and Kiely Barnard-Webster with major contributions from Nicole Goddard, Ola Saleh, Muzhda Azeez and Katarina Carlberg. "Do No Harm & Gender." Guidance Note. Cambridge, MA: CDA Collaborative Learning Projects, 2018.

Hantanirina Pulchérie, « Impacts de l'exploitation artisanale de diamant sur les moyens d'existence des femmes et sur l'environnement dans les zones pilotes de Ngotto, Bossoui et Boulaye II. Projet Droits de propriété et Développement du Diamant Artisanal- ARD, » Novembre 2008.

Levin Sources, « Diagnostic de l'exploitation minière et perspective de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique » (Octobre 2018)

USAID DPAM, Evaluation des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation, 2019

ANNEXE 3 : EXEMPLE DE LA PRATIQUE DE L'ANALYSE GENRE PAR RESULTAT INTERMEDIAIRE DU PROJET DPAM – OBJECTIF 2, RESULTAT INTERNEDIAIRE 2.2

1. **Pour chaque objectif spécifique, déterminer :**

- **Qui est la cible du projet**

Communautés minières des zones conformes du PK notamment les femmes impliquées de manière directe dans les activités extractives et celles intervenant dans les activités connexes.

- **Qui fait quel type de travail ou joue un rôle spécifique ?**

DPAM via la coordonnatrice Genre qui a pour rôle spécifique la planification et l'exécution des activités visant le renforcement du pouvoir économique des femmes et l'identification des secteurs clés pour le développement des activités innovantes pouvant renforcer la chaine de valeur.

- **Qui en bénéficie ?**

Communautés minières des zones conformes notamment les **femmes** intervenant dans les secteurs connexes de la mine artisanale, les femmes chefs de chantiers ou artisanes minières impliquées directement dans les activités extractives, coopératives minières avec une implication des femmes, les groupements ou associations de femmes dans le domaine agricole ou autre.

- **Qui y participe ?**

Les mobilisateurs communautaires :

Le coordonnateur régional,

La coordonnatrice volet genre

Les coopératives minières ou associations locales

Les femmes bénéficiaires du projet

Les autorités locales et administratives des zones cibles

- **Qui prend les décisions ?**

La coordonnatrice genre

Communautés bénéficiaires des activités du projet

Autorités locales

- **Qui porte les responsabilités ?**

La coordonnatrice des activités liés au genre

Les mobilisateurs communautaires (rôle quotidien d'impulser l'implication des communautés, rôle de remonter les informations au projet…)

Le Coordonnateur régional suivre directement l'implémentation des activités et les

Le responsable suivi évaluation

Les communautés minières principalement les femmes pour leur obligation de participation

- **Qui utilise les ressources ?**

Femmes impliquées dans et autour des activités minières

Dimension de genre	Comment les rôles et statuts des hommes et des femmes affecteront les activités prévues ?	Quelles sont les contraintes et opportunités liées aux hommes et aux femmes ?	Quelles actions peuvent être prises pour éliminer les contraintes de genre et appuyer les opportunités ouvertes aux femmes ?	Comment les résultats attendus du DPAM affecteront les hommes et les femmes différemment ?
Pratique et participation	Comportement différentiel des hommes et des femmes dans les villages cibles Calendrier des activités villageoises (femmes occupées à diverses activités durant toute l'année) Le chevauchement entre les activités	Rôles et responsabilités des hommes et des femmes Non prises en compte des réalités sociales dans les sites du projet Opportunités Accès des femmes aux moyens de production Existence de femmes artisanes ou chefs de chantiers Dynamique de femmes leaders dans les zones cibles	Activité visant à réduire les formes de disparités entre hommes et femmes Création de groupement ou association mixte en vue d'une participation inclusive Impulser la participation de tous (hommes/femmes) dans les activités Renforcer le pouvoir décisionnel des femmes dans les instances villageoises	Non ciblage des activités impliquant une participation active des femmes Non ciblage des domaines d'activités prioritaires identifiés par les femmes
Connaissances, croyances et perceptions	Formes de préjugés Poids des normes sociales limitant le rôle des femmes	Facilité des femmes pour accéder aux moyens de production au même titre que les hommes Absence relative d'interdit spécifiques aux femmes	Renforcer les possibilités des femmes d'avoir accès aux moyens de production et à les mettre en valeur (cas des femmes chefs de chantiers par exemple)	Tensions éventuelles dans les foyers des bénéficiaires du projet Risque de renversement des réalités locales
Accès aux ressources	Accès au moyen de production selon les hommes et les femmes Moyens limités des femmes pour une mise en exploitation des chantiers ou des parcelles minières	Accès des femmes aux moyens de production (possession de terres agricoles, de chantier miniers…) Implication des femmes dans les activités Existence d'association de femmes ou de groupes d'entraide mutuelle Une certaine autonomie des femmes dans l'usage des revenus	Développer les activités innovantes en tenant compte des potentialités existantes dans les zones du projet Renforcer les activités existantes pratiquées par les femmes	Renforcement du pouvoir économique des femmes Tensions éventuelles dans les foyers (gestion du temps des activités, participation aux tâches domestiques…) ; revenus Plus de revenus des femmes pouvant signifier une augmentation des charges familiales
Lois, politiques et institutions	Ignorance ou méconnaissances des textes et lois en faveur des femmes	Faible capacité d'accès aux moyens financiers et matériels pour les femmes	Session formation compréhension des textes et	Participation active des femmes dans la chaine légale

	Faible niveau de formalisation des activités minières Niveau relation population/institution		Renforcer la participation des femmes à la formalisation Formation dans certaines domaines pratiques (techniques minières, gestion de revenus, formation et fonctionnement des structures organisationnelles)	Possibilité de s'impliquer de manière significative dans la chaine de valeur
Pouvoirs	Influence du pouvoir local, et ou étatique dans la réalisation des activités ou le choix des sites cibles		Vulgarisation des textes et lois Renforcer le lien avec les instances étatiques	Renforcement de l'autonomisation économique et sociale des femmes Plus de moyens de diversifications des activités féminines Une participation active des femmes dans les chaines de valeur Montée d'une génération de femmes leaders dans les sites du projet

U.S. Agency for International Development
1300 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20523
Tel: (202) 712-0000
Fax: (202) 216-3524
www.usaid.gov